Vendredi

23 juin 1995 n° 25 [illegible]

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

Pour un dispositif politique clair

Le succès obtenu par les listes auxquelles nous avons participé lors des élections municipales, et qui nous offrent la meilleure implantation de notre histoire, le bon résultat obtenu par Lionel Jospin dans un contexte difficile, aussi bien au premier qu'au second tour de l'élection présidentielle, nous permettent d'aborder dans les meilleures conditions la période qui s'ouvre.

Aujourd'hui dans l'opposition, nous sommes placés par les électeurs devant nos responsabilités.

Il nous appartient d'organiser la résistance à la politique des conservateurs et de préparer la reconquête.

La responsabilité qui nous incombe est à la fois lourde et exaltante.

Elle nous fixe aussi un certain nombre de devoirs.

Un devoir vis-à-vis de nous-mêmes tout d'abord. Après une longue période d'exercice du pouvoir qui -que nous le voulions ou non- ne nous a pas laissés inchangés, nous ressentons tous profondément le besoin de réexaminer sérieusement la pertinence de notre projet, de notre stratégie, et de faire évoluer, de rénover, l'organisation de notre parti, pour l'adapter aux défis de notre époque.

Cela nécessitera certainement que nous réapprenions à débattre dans la pluralité de nos opinions en tournant résolument le dos aux pratiques néfastes qui ont pesé si lourdement sur la vie de notre formation au cours des dernières années. Cela nécessitera aussi, et peut-être surtout, que nous nous accordions clairement et sans plus attendre sur la mise en place d'un dispositif politique cohérent pour mener à bien cette entreprise.

Un devoir vis-à-vis de l'ensemble de la gauche ensuite, tant il est évident aujourd'hui que c'est autour du Parti socialiste que se prépare la prochaine alternance. Une fois encore c'est à nous que revient la responsabilité, sans aucun sectarisme ni hégémonisme, d'impulser le rassemblement, autour d'un projet renouvelé, d'une ambition réaffirmée, de l'ensemble de la gauche et des forces de progrès.

Un devoir vis-à-vis de nos concitoyens enfin, parce que nous n'avons pas le droit de décevoir les 14 millions de Françaises et de Français qui ont voté pour Lionel Jospin le 7 mai, toutes celles et tous ceux qui ont soutenu nos candidats lors des scrutins municipaux et ont adressé, moins de deux mois après l'élection présidentielle, un premier avertissement au gouvernement.

C'est d'abord à eux que nous devons penser en créant les conditions d'un nouvel espoir. Tous ensemble, il faut y travailler.

Henri Emmanuelli



Un peu partout, en France, des commandos anti-IVG détruisent les matériels des hôpitaux publics et s'en prennent aux médecins qui pratiquent des avortements. Largement appliquée à la fin des années quatre-vingt, la loi Veil est aujourd'hui menacée. Un recul pour les droits des femmes qui pourrait en annoncer d'autres que déjà le gouvernement prépare.

Le retour de l'obscurantisme ?

MUNICIPALES : LE PS EN TÊTE

Davantage de villes et de conseils municipaux, la toute puissance de la droite ébranlée à Paris et à Lyon. Tout est là pour une belle victoire. Tout sauf un recul du Front national qui ne s'est pas produit. Loin s'en faut ! P. 2 à 5

LE ROI VERT

André Gauron n'est pas dupe. Imperméables à la notion même de stabilité des monnaies, les Américains jouent du dollar comme d'une arme. P. 6

COUP DE CANNES

Entre MM. Chirac, Kohl et Major, l'ultralibéralisme devrait trouver son compte au Sommet européen de Cannes. Deux jours avant, les sociaux-démocrates des 15 pays de l'Union européenne préparent la riposte. P. 8 à 10

INÉGALITÉS :

Rouage par rouage, François Hollande démonte la machine libérale que construisent, discrètement, Jacques Chirac et Alain Juppé. P 11

ISSN 0995-0583

Fondation Jean Jaurès

UNE BELLE VICTOIRE ASSOMBRIE PAR LE

Le billet de Vendredi

Grenoble, Rouen, Tours, Arles, Castres, Sarcelles, six mairies parisiennes..., le second tour des élections municipales fut un jour faste pour la gauche mais restera une date noire pour la France démocratique. Toulon, Marignane et Orange, trois importantes municipalités du pays, ont en effet été conquises par le parti d'extrême droite de Jean-Marie Le Pen, là où, contrairement à Vitrolles et Dreux, on ne l'attendait pas. Le Front national a réussi son embuscade dans des villes où le taux de chômage et les difficultés croissantes de vie ont eu raison des programmes des partis traditionnels. Mais l'extrême droite a également profité de la perplexité des électeurs du Sud de la France face à une droite mêlée à des affaires de corruption et embourbée dans des guerres obscures de succession. C'est aujourd'hui aux forces de gauche de redonner espoir aux exclus et de créer une véritable identité "sudiste", seules solutions possibles face à l'ascension du Front national. Profitons ensemble de ce répit électoral pour que le parti de la "préférence nationale" ne revienne pas hanter les cantonales et les régionales de 1998.

Ve.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61), Binh Vu Trong (78.53) - ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - CRÉDIT PHOTO: P. Lebrun - couverture Alexis Duclos/Gamma Ce numéro a été tiré à 116 000 exemplaires.

Les élections municipales marquent un sérieux avertissement pour le gouvernement et la majorité parlementaire. La gauche fait mieux qu'en 1989. C'est une base féconde pour construire la grande force d'alternance de demain.

Que ces élections municipales n'aient pas exprimé un "effet Chirac", c'est le moins que l'on puisse dire. A moins que cet effet soit tout simplement négatif dans la mesure où la formidable victoire de la gauche dans six arrondissements de Paris apparaît comme une sanction du système Chirac/Juppé/Tibéri qui gouvernait la capitale depuis 18 ans. Pauvre Tibéri qui paye aussi pour les deux autres...

Mais ces élections apparaissent comme un sérieux avertissement pour le gouvernement : après deux ministres battues au premier tour, mesdames Hubert et Hostalier, en voici plusieurs autres au deuxième tour : madame Ameline à Honfleur, madame Codaccioni -qui devrait en profiter pour réfléchir un peu plus à la honteuse loi d'amnistie qu'elle prépare pour les commandos anti-IVG- et, surtout, le ministre de l'Intérieur lui-même, M. Jean-Louis Debré.

En d'autres temps, en d'autres mœurs démocratiques, les ministres désavoués par le suffrage universel démissionnaient du gouvernement. Nous ne le réclamons pas : l'honneur et la dignité sont des questions qui se règlent individuellement.

La très bonne tenue de la gauche

Ces élections marquent également l'affaiblissement d'une majorité parlementaire de moins en moins représentative de l'opinion : on a dit, il y a un mois, que 47,5 % des Français représentés par seulement 20 % des députés, c'était véritablement injuste. Cette constatation est plus forte encore aujourd'hui quand la consultation municipale a confirmé la très bonne tenue de la gauche et vu de très nombreux députés RPR/UDF battus par le suffrage universel sur leur propre nom, dans leur circonscription. Et cette majorité parlementaire s'en trouve plus décalée encore par rapport à l'opinion.

L'autre fait marquant à droite est, bien entendu, le relatif succès de l'extrême droite. La victoire du Front national à Toulon, Marignane et Orange, une fois de plus, a sonné l'état d'alerte et mérite deux ou trois commentaires.

Premier commentaire de principe : ne nous contentons pas de cris stridents pendant quelques jours, dans une course



à l'échalote où l'on jouerait à "plus anti-Front national que moi, tu meurs..." ce qu'il faut, désormais, c'est la durée de l'action quotidienne, le militantisme de terrain, des propositions d'action concrète. Ce qu'il faut, ce n'est plus seulement dénoncer, c'est agir.

Un rôle de vigilance

Là où la clarté était possible, nous avons pris nos responsabilités, là où l'ambiguïté triomphait, nous avons pré-

La peste et le choléra

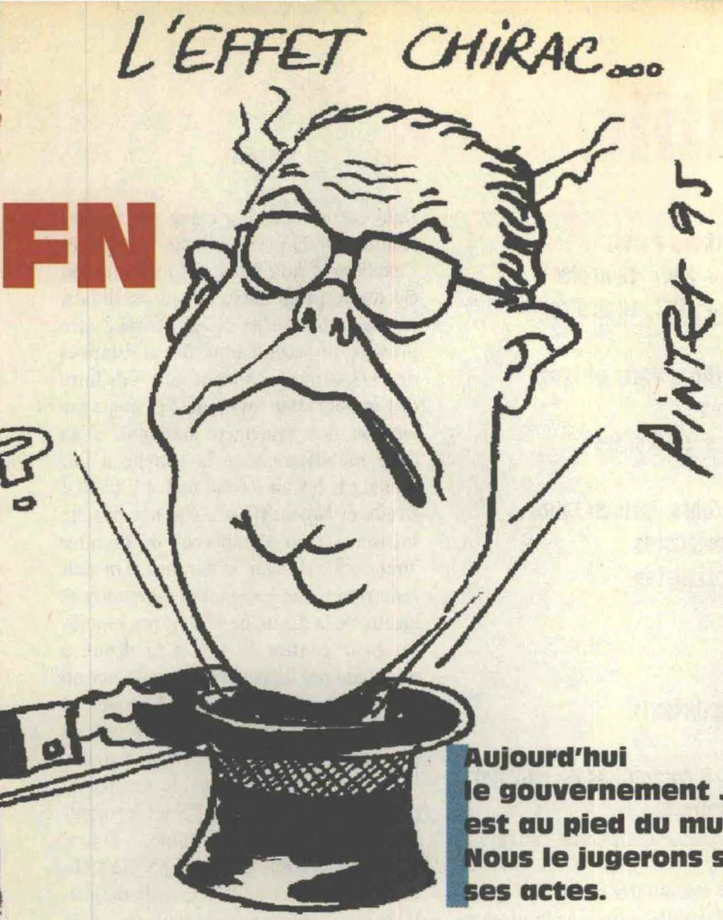
Même s'il emprunte parfois des sentiers de traverse dont la destination n'est pas forcément celle que l'on croit, le choix du désistement démocratique suscite, jusque dans nos rangs, un débat. Au-delà de son succès, puisqu'elle a diminué les gains de l'extrême droite en la désignant clairement comme l'adversaire prioritaire, en fonctionnant à Noyon ou en dévoilant, à Dreux, la réalité du lepénisme derrière le visage tordu par la haine de Mme Stirbois, l'initiative du bureau national pour faire barrage à l'extrême droite est contestée.

Certains regrettent que, ici ou là, nos listes et celles de droite n'aient pas fusionné, oubliant les négociations tortueuses, les compromis douteux qui y conduisent invariablement. Dans le creuset sans fond du front républicain, nous aurions dû, au nom de cette alliance d'un jour et sauf à les leur abandonner, gérer des villes avec les conservateurs. Cette tactique d'apprenti sorcier, qui alimente le fonds de commerce des néo-facistes en les confortant dans leur dénonciation commode d'un establishment ligué contre eux, ne résoud rien sur le fond. Bien au contraire, droite et gauche en additionnant leurs voix s'épargnent de lutter contre les thèses inadmissibles du Front national, concourrant, paradoxalement, à le banaliser en une "opposition de la République" ayant pignon sur rue !

D'autres, qui se sont tus pendant toute la campagne, estiment, aujourd'hui, qu'il aurait fallu "systématiquement" se retirer partout où le Front National présentait une menace. C'est ne pas tenir compte des réalités. Tout d'abord, le recul du "front municipal" ne pouvait résulter de nos seuls efforts. Dans plusieurs communes, il revenait à la droite d'être courageuse. Il n'en a rien été. Vitrolles ne fut sauvé que par notre sursaut devant l'œil goguenard d'une UDF provençale habituée aux mauvaises fréquentations. Mulhouse ne put compter que sur l'intelligence personnelle de ses édiles. L'extrême-droite s'est imposée à Marignane où, malgré l'abnégation de nos candidats se retirant la mort dans l'âme, les divisions intestines des conservateurs lui ont ouvert un large boulevard. Elle a triomphé à Orange où le RPR a privilégié ce qu'il pensait être son intérêt électoral en se "payant" un maire de Gauche.

Notre démarche ne pouvait donc être éternellement unilatérale sans être suicidaire. Elle ne pouvait non plus être universelle sans se dévoyer. Fallait-il, à Nice, arbitrer les rivalités des différents fantômes, pour ne pas dire fantoches, médecinistes qui se disputent l'héritage de la corruption, le testament de Punta del Este ? Echangeant sur leurs listes anciens frontistes et ultra libéraux, MM. Barety et Peyrat ont trop fait valser les étiquettes pour que nous sachions encore qui ils sont. Fallait-il à Toulon nous sacrifier sur les autels de petite vertu érigés par des demi-gangsters, nous faire "Trucy-der" sans mot dire pour une liste de droite arrivée largement en tête au premier tour ? C'est la détestation d'une ville entière qui, par un jeu dangereux que nous avons freiné de notre maintien, a poussé la droite dans l'abîme. Lorsque le réséda a failli, ce n'est pas à la rose de choisir entre la peste et le choléra.

Marc-Antoine Muret



Aujourd'hui le gouvernement Juppé est au pied du mur. Nous le jugerons sur ses actes.

féré que des socialistes soient présents dans les conseils municipaux où ils auront un rôle de vigilance essentiel : n'oublions pas que ce sont les conseillers municipaux socialistes de Nice qui ont dénoncé les premiers le système Médecin et permis son démantèlement !

Mais, surtout, on ne dira jamais assez combien le Front national se nourrit de la crise, du chômage, de l'exclusion, de l'angoisse et du désespoir. La meilleure façon de combattre cette idéologie condamnable ne tient pas tant dans la construction d'un Front républicain qui gommerait artificiellement les différences bien réelles entre la droite et la gauche, que dans la construction de réponses économiques et sociales -fondées sur la solidarité- à la crise de nos cités. Un gouvernement de droite est à l'œuvre depuis deux ans : a-t-il fait reculer la crise, le chômage, l'exclusion ? Madame Veil n'a-t-elle pas abandonné des pans entiers de la politique de la ville ? Aujourd'hui, le gouvernement Juppé est au pied du mur. Nous le jugerons sur ses actes.

Une nouvelle génération d'élus

La gauche résiste bien, le Parti socialiste confirme et diversifie son implantation. Bien sûr, nous connaissons, çà et là, quelques défaites qui, bien souvent, sanctionnent l'absence de renouvellement de nos équipes ou parfois l'éloignement du terrain. Mais nos formidables victoires à Grenoble, Rouen, Tours, Arles, Bourg-en-Bresse, Sarcelles, Castres après Morlaix, Montceau-les-Mines et Digne au premier tour et, bien sûr, dans les arrondissements de Paris et Lyon, montrent qu'une nouvelle génération d'élus arrive aux responsabilités. Au total, le Parti socialiste résiste très bien et maintient ses positions par rapport à 1989. La gauche reste majoritaire dans 120 des 226 villes de plus de 30.000 habitants, et le Parti socialiste en dirigera 70. Comme en 1989.

C'est une base féconde pour poursuivre la refondation de la gauche, construire la grande force d'alternance et préparer l'échéance de 1998.

C'est un formidable point d'appui pour le grand chantier des mois qui viennent.

Jean Glavany

DEUXIÈME TOUR DES MUNICIPALES

Déclaration du Premier secrétaire

Après le bon résultat de Lionel Jospin à l'élection présidentielle, le Parti socialiste fait ce soir la démonstration qu'il est le premier parti, la principale force d'opposition et le pivot de l'alternance en France. En effet, après le score de 1989, qui nous avait placé au plus haut de notre histoire sur le plan municipal, un recul sensible était à craindre. Non seulement il ne s'est pas produit, mais nous enregistrons de belles victoires. Il faut féliciter celles et ceux qui ont été réélus, qui voient leur travail, leur dévouement et leur engagement reconnus par leurs administrés. Quant aux nouveaux élus, ils incarnent une réelle espérance qu'ils auront à cœur, je le sais, de ne pas décevoir.

Mais il faut aussi tirer des enseignements de ce scrutin.

Le premier d'entre eux, la poussée du Front national, est un nouveau signal d'alarme pour la démocratie, un signal qui ne doit pas être oublié dès demain matin. Les réalités et les inquiétudes qui nourrissent ce vote doivent être traitées avec énergie, qu'il s'agisse de la crise sociale, du désespoir d'une partie de plus en plus large de nos concitoyens ou bien encore de l'affaissement de certaines valeurs républicaines. Face à cette situation grave, l'ambiguïté et l'irresponsabilité dont ont fait preuve les partis de droite, inquiets pour leurs intérêts électoraux immédiats, doivent être dénoncés avec force. Pour ce qui le concerne, le Parti socialiste et ses candidats ont su faire prévaloir la démocratie en se retirant dans plusieurs villes pour faire barrage à l'extrême droite. Ils y ont réussi à Dreux, à Noyon, et en sont fiers. Dans les mois et les années à venir, le PS redoublera d'efforts, sur le terrain, pour combattre ce danger et s'efforcer de ramener vers un vote républicain celles et ceux qui se laissent abuser. Nous serons donc particulièrement vigilants quant à la manière que le gouvernement aura de faire respecter les principes de notre République dans les villes de Toulon, Orange et Marignane, désormais aux mains du Front national.

Le deuxième enseignement de ce vote municipal est qu'il n'y a pas d'effet "Chirac". Cela constitue également une première alerte pour Alain Juppé et la politique qu'il incarne. Des ministres sont battus, dont celui de l'Intérieur. Dans plusieurs arrondissements, la toute puissance du système Chirac sur Paris est ébranlée. On ne peut oublier toutes ses promesses cinq semaines après les avoir faites. Les électeurs l'ont rappelé au gouvernement qui devra en tenir compte aussi bien pour répondre véritablement, et non par des formules creuses, à la souffrance sociale qu'expriment des millions de nos concitoyens, que dans le message de paix qu'il a l'obligation politique et morale d'adresser au monde.

Quant à la gauche, qui a su se rassembler et offrir un programme municipal crédible et sérieux, elle doit poursuivre cette démarche unitaire. Il n'est pas dans la nature d'une force de proposition, de changement, de rénovation, comme la nôtre, de rester toujours dans l'opposition. "Tous ensemble", il nous faut travailler et résister pour redonner aux Françaises et aux Français des raisons d'espérer en attendant l'échéance de 1998.

Henri Emmanuelli

Du référendum permanent



Dans son dernier ouvrage, "La pensée unique", notre JFK national, fondateur et éditorialiste de l'hebdomadaire qui crée l'événement un jour avant Vendredi, joue les vilains petits kahnards de la basse-cour mondaine en dénonçant le conformisme intellectuel qui règne dans les hauts-lieux de la pensée parisianiste : l'élite, nous confie Jean-François Kahn, pense la même chose au même moment (confidence que le lecteur doit interpréter par "tout le monde oui... sauf JFK") ; et, de gauche à droite, les politiques, relayés par les médias, les intellectuels et tous les salons de la capitale s'imposent et imposent au peuple une dictature de pensée, ou, pour reprendre la terminologie mitterrandienne, des coups d'Etat idéologiques permanents. L'esprit de contradiction est aujourd'hui classé sport à risques, moins on le pratique, mieux on se porte.

Le message est clair : sus à un consensus dont se lassent les électeurs en proie à la tentation populiste.

Cependant, si je puis me permettre d'en découdre avec mon aîné journalistique, ce n'est pas la pensée unique (elle peut être une pensée de raison) qui menace nos acquis démocratiques mais les mots pour la dire. Car c'est le langage du pouvoir, à la syntaxe polytechnico-énarchique et aux accents langue de bois, qui creuse la faille entre l'élite et le peuple. Le politique moderne, un homme bien élevé et vacciné contre l'iconoclasmite aigüe, tire des mots à blanc, étonne par son savoir-vivre verbal que surveille l'oeil embusqué du Dieu média. Et la conséquence immédiate de cette dévotion généralisée est le détournement et la crise de foi politique d'un public non averti vers les discours simplistes et populaires dont le plus connu, parce qu'il est le plus faussement "pédagogique" et le plus médiatisé, reste celui de Jean-Marie Le Pen. Le danger ne vient pas de l'unicité de la pensée mais de sa non-traduction populaire et c'est l'aristocratie langagière qui, ajouté au goût du *politically correct*, risquent de nous mener à la révolution populiste. Orange, Marignane et Toulon (en rade) sont les larves de cette révolution. Lorsque les politiques, et tout ce qui tourne autour, exprimeront leurs idées avec les mots qu'entendent les électeurs, le peuple se piquera au jeu du débat. Au comptoir du bar, sur la place du marché, aux quatre coins du pays et pour le bien de notre démocratie, se tiendront alors des référendums permanents.

En usant, dans sa nouvelle croisade, d'un verbiage réservé à ses victimes voyantes et médiatiques, plus proche de la loghorrée encéphalique que du discours éducatif, Jean-François Kahn peut-il et veut-il se faire comprendre du petit peuple ?

Mais il fallait un "pamphléteur" microcosmique pour juger le microcosme et JFK a eu le mérite d'être le loup libertain qui, depuis le mois de novembre 1984, date de naissance de son kahnard, se nourrit de la viande fraîche de la bergerie.



Les résultats au crible

Ces élections, dont la date avait été retardée par Charles Pasqua pour ne pas interférer avec la campagne présidentielle, mais aussi pour tenter de profiter d'un éventuel "effet d'entraînement municipal" d'une victoire présidentielle de droite, représentaient un enjeu majeur pour la gauche : conserver son implantation dominante dans la France urbaine, dernier bastion de gauche après les défaites des cantonales et des régionales de 1992, des législatives de 1993 et l'élection de Jacques Chirac à la présidence.

La participation

La participation au premier tour a été la plus faible à ce type d'élection depuis 1945 (69,4 %). Ce phénomène n'est pas surprenant et ne doit pas être interprété comme un désintérêt pour l'enjeu municipal. Pour les élections intermédiaires (cantonales, municipales, européennes, régionales), aux électeurs effectivement intéressés par l'enjeu de l'élection s'ajoute une masse plus ou moins importante d'électeurs utilisant le premier tour pour manifester leur mécontentement contre le gouvernement. A ce type d'élection, de fortes participations correspondent toujours à des vagues électorales antigouvernementales (contre la droite, en 1977 et la gauche, en 1983) ; inversement, à des gouvernements assez populaires (1971, 1989) correspondent de faibles participations et un fort localisme des résultats. Cette fois-ci, en plein "état de grâce" gouvernemental un mois après l'élection du nouveau président, toutes les conditions étaient requises pour une abstention record et un très fort localisme des résultats. Au second tour, la participation est restée assez faible, se redressant quelque peu, 4 à 5 % en moyenne, dans les villes les plus disputées.

Les résultats de la gauche et des écologistes

La gauche a réussi à préserver l'essentiel de son implantation municipale. Elle reste dominante (cf tableau) dans les villes de plus de 30.000 habitants. Parmi celles-ci, l'évolution est encore plus favorable dans les très grandes villes, à forte proportion de cadres et d'employés. La gauche détient maintenant 19 des 35 villes de plus de 100.000 habitants contre seize précédemment. Le succès socialiste est net, le PS y conserve ses treize municipalités sortantes et gagne Grenoble, Rouen et Tours. Le PC échange avec la droite Le Havre contre Nîmes. On doit ajouter à cette progression le gain de six arrondissements à Paris, de deux à Lyon, et le contrôle de trois secteurs à Marseille. On ne doit pas oublier que la gauche n'était pas sortante à Marseille car Robert Vigouroux avait appelé à voter Balladur à la présidentielle et Gaudin au second tour des municipales. Dans les villes de 30 000 à 100 000 habitants, les résultats sont moins bons, le solde est négatif de cinq pour le PC et de quatre pour le PS. Deux caractéristiques dominent ces résultats pour la gauche. Tout d'abord l'importance du bilan municipal, comme pour les sortants de droite, dans l'appréciation des électeurs. Mais aussi la confirmation des difficultés de la gauche dans la France industrielle et ouvrière du Nord et de l'Est, visible dès les régionales de 1992. C'est là que sont concentrées beaucoup de pertes communistes (Le Havre, Saint-Quentin, Châlon-sur-Marne, Thionville) et socialistes (Arras, Maubeuge, Abbeville, Soissons, Saint-Dizier, Vandœuvre, Bar-le-Duc, Verdun, Vesoul), souvent après de sensibles reculs en voix au premier tour. On a aussi la confirmation de la meilleure tenue de la gauche dans l'Ouest. Ces élections municipales ont été l'occasion du basculement à gauche de la majorité des écologistes, en recul sensible sur 1989. Contribuant à un nombre important de victoires de la gauche, ceux-ci pourront plus souvent prendre un rôle actif dans les gestions municipales.

La droite UDF-RPR-Divers droite

La majorité gouvernementale n'a pas eu le succès qu'elle escomptait dans ces élections, il n'y a pas eu de dynamique Chirac. Elle ne progresse que dans six villes de plus de 30 000 habitants. A l'intérieur de celles-ci, un rééquilibrage s'opère nettement en faveur du RPR qui en gagne huit et dépasse maintenant l'UDF qui en perd trois. On ne doit cependant pas oublier que l'UDF gagne Lyon et Marseille, alors que la progression RPR s'effectue essentiellement dans des villes moyennes.

Le Front national

Le Front national a eu un nouveau succès à ces élections. Au premier tour, malgré le climat politique national d'apaisement, il a progressé sur 1989 dans presque toutes les grandes villes. Dans certains cas il a même dépassé les résultats de la présidentielle. Ces succès s'expliquent à la fois par l'implantation électorale progressive de ses candidats, surtout quand ceux-ci ont réussi à être présent au second tour des législatives de 1993, et par la capacité du FN de faire de l'immigration un thème de campagne local et non seulement national. Si la forte mobilisation de la gauche a fait échouer le FN au second tour à Vitrolles, Dreux et Noyon (Oise), elle n'a pas été suffisante pour l'empêcher de prendre Toulon, Marignane et Orange. On doit remarquer que les leaders nationaux et locaux de la droite ne se sont pas mobilisés pour contrer le FN et la droite a maintenu des listes arrivées troisième au premier tour à Marignane, Vitrolles, et Orange, alors que la gauche se retirait pour faire barrage au FN à Marignane, Dreux et Noyon. De plus, la droite n'a pas récusé le soutien du FN à Clermont-Ferrand, Caen, Grenoble, Tours, Bourges et Arles. Là où le FN était éliminé au premier tour, la grande majorité de ses électeurs se sont reportés sur la droite UDF-RPR au second. Il s'est maintenu au second tour partout où il pouvait le faire (sauf à Alès) et a provoqué de nombreuses triangulaires. Gagnant plusieurs villes importantes et augmentant très considérablement le nombre de ses conseillers municipaux, le FN a encore réussi son coup.

Pierre MARTIN

- **Sur les 34 villes de + de 100.000 habitants (hors Paris)**
  - **situation 1989 : 14 socialistes (plus 1 DVG + 2PC), 17 droite**
  - **situation 1995 : 16 socialistes (plus 2 DVG + 1PC), 14 droite + Toulon**
- **Sur les 226 villes de + de 30.000 habitants (hors Paris et Lyon)**
  - **situation 1989 : 70 gérées par les socialistes**
  - **situation 1995 : 57 conservées + 13 gagnées = 70 villes**
  - **NB : gauche 95 : 120 villes**
- **Sur les 388 villes de + de 20.000 habitants (hors Paris et Lyon)**
  - **situation 1989 : 119 villes gérées par les socialistes**
  - **situation 1995 : 119 villes gérées par les socialistes (dont 25 gagnées)**
  - **NB : gauche 89 : 203**
  - **NB : gauche 95 : 194**
- **Gains et pertes sur les villes de + de 9.500 habitants (incluant Paris et Lyon)**
  - **gains : 53 mairies gagnées sur la droite (+ 6 communes de gauche)**
  - **pertes : 40 mairies perdues au profit de la droite.**

LE PLUS GRAN

3 QUESTIONS

GÉRARD LE GALL

Quelle photographie générale peut-on donner de ces élections municipales pour la gauche ?

La cuvée 95 des municipales était a priori pour la gauche celle de tous les dangers puisqu'elle se référait au meilleur millésime de son implantation locale. La stabilisation globale, pour le moins, de ses positions dans les villes de plus de 9 000 habitants par rapport à l'année de référence, est à l'évidence un succès politique. Et ce, dans un contexte général où la gauche est à un niveau sensiblement inférieur à celui de 1989 !

Ce "miracle" s'explique bien sûr, chacun a pu le constater dans sa ville ou dans sa région, par les divisions locales de la droite et, plus fortement encore, par le maintien des listes du Front national au deuxième tour de la compétition, dont il serait anormal de ne pas remarquer qu'il a également profité largement à la droite. Précisons encore que la mobilisation des forces de progrès entre les deux tours a permis de sauver quelques villes symboliques, comme Vitrolles, ce qui a contribué à parfaire le succès global.

Après l'interprétation électorale, quelle explication politique peut-on donner de ce bilan ?

Indépendamment des facteurs mécaniques liés à l'éclatement du système politique local -accroissement du nombre des triangulaires et des quadrangulaires au deuxième tour- la bonne tenue du PS et, dans une moindre mesure, du PCF, s'expliquent par un retour à la confiance de la gauche née de la campagne présidentielle de Lionel Jospin et son prolongement pour ces dernières élections. Puisse ce succès général ne pas masquer les réalités d'un rapport de forces qui demeure sensiblement en notre défaveur. Le travail qui est devant nous est encore considérable !

ILS ONT DIT

" Les résultats du second tour constitue un début d'alerte pour le gouvernement. L'attentisme des français est là, ils n'ont pas l'air d'avoir apprécié ce qui s'est passé. Ils attendent et il va falloir que M. Juppé se dépêche de leur répondre". *(Henri Emmanuelli).*

"C'est un gros boulet que traîne le maire de Paris, Jean Tibéri, il est normal que les élections le sanctionnent". *(Marie-Noëlle Lienemann).*

"Ce pays a réussi sa révolution industrielle en ayant aussi sur son sol des gens d'autres pays, que ce soit dans les mines, que ce soit dans la construction automobile, que ce soit dans la sidérurgie (...). Nous devons être clairs sur la manière dont nous apprenons aux gens à vivre ensemble". *(Catherine Trautmann)*

«Un maire doit être sur le terrain, et non pas au four et au moulin.»

(Jean-Marc Ayrault)

"On nous avait annoncé un effet Chirac dévastant tout sur son passage. C'était la logique de ces élections municipales mises juste derrière la présidentielle. Il n'y a pas eu d'effet Chirac, il y a eu un effet Jospin". *(Dominique Strauss-Kahn).*



" Un jour le maire de Dreux s'appellera Mohammed, avait prédit Françoise Gaspard, effectivement entre Mohammed, Hamel et Ahmed, c'est à peu près la même chose". *(Marie-france Stirbois).*

"Après Mmes Elisabeth Hubert et Françoise Hostalier au premier tour, plusieurs autres ministres comme Mme Codaccioni et le ministe de l'Intérieur lui-même sont battus au second. En d'autre temps et en d'autres mœurs démocratiques, les ministres auraient démissionné. On va voir s'ils ont cette dignité". *(Jean Glavany)*

" Enfin, on a le changement... On va faire le ménage... Si vous voyez ce que je veux dire...". *(Un électeur FN de Marignane).*

" Au soir du premier tour, j'ai appelé le premier secrétaire. Henri Emmanuelli et moi, nous étions exactement sur la même longueur d'ondes. Lionel Jospin aussi. Il m'a envoyé une lettre de soutien dans laquelle il affirmait que j'étais le seul barrage républicain contre la corruption et le front national. j'ai l'esprit tranquille". *(Christian goux, candidat Ps à Toulon).*



"J'espère que la mairie de Paris aura l'intelligence politique de comprendre le message adressé par les électeurs des six arrondissements". *(Daniel Vaillant).*

«Cela fait vingt ans que je joue de la guitare sous le balcon de la ville, je savais bien que je finirais par la charmer.» *Michel Vauzelle*

"Les Parisiens n'acceptent plus le système piston, le clientélisme politique". *(Jean-Marie Le Guen).*

"Lorsque le candidat de droite qui reste en lice est lui-même mis en cause, cela devient très, très difficile". *(Laurent Fabius).*

" Le FN ce n'est pas une flambée d'un dimanche électoral mais une plante vénéneuse qui s'enracine dans la vie locale". *(Jack Lang).*

«Pour arriver aux législatives de 1998, il nous faut un leader, un socle électoral et une formation adaptée.» *(Bernard Poignant Président de la FNESR)*

«Via les municipales, un nouveau personnel politique se fraye un chemin.» *(Jean-Christophe Cambadélis)*

«Il y avait un élan extraordinaire...» *(Jean-Louis Bianco)*

«Par leur vote, les Fécampois ont voulu marquer leur attachement aux valeurs de justice et de solidarité qui nous animent.» *(Frédérique Bredin)*

«Je suis persuadé que la «pratique solitaire du pouvoir» chère à l'actuelle majorité municipale a créé les conditions d'un vote Front national fort, en nourrissant l'image d'un pouvoir local sclérosé, déconnecté du peuple et de ses attentes profondes. Nous ne devons pas sous-estimer non plus les souffrances quotidiennes que traduit ce vote.» *(Bertrand Delanoë)*

«On m'attendait en nostalgique de la mine, j'ai fait sortir de terre une turbine tertiaire.» *(Pierre Mauroy)*

D PARTI DE FRANCE

Que dire du Front national qui est de nouveau au cœur de tous les commentaires politiques ?

Les élections municipales comme l'élection présidentielle constituent à l'évidence des performances pour le parti de Jean-Marie Le Pen. La progression de son implantation -certes à faible niveau, environ 3 % des 33.489 élus des villes de plus de 9000 habitants (1,5% en 1989)- comme ses succès inquiètent tous les démocrates : ils appellent d'abord de toute urgence un vrai débat d'interprétation. Toutes les initiatives entreprises depuis dix ans ont échoué. Seule une approche politique tenant compte des causes du phénomène peut à terme le faire reculer. Toute gesticulation médiatique intempestive aura comme par le passé les plus fortes chances de rester lettre morte, voire de le faire progresser. Entre, d'un côté, la diabolisation et le harcèlement et, de l'autre, le fatalisme et l'indifférence, il y a une vraie place pour une politique d'action concrète.

Le succès de la Gauche et notamment du PS aux élections municipales représente un premier avertissement pour le gouvernement et la droite en général. Moins de deux mois après l'élection du nouveau président de la République et alors que le calendrier électoral avait été modifié à dessein pour favoriser les conservateurs, l'électorat n'a pas voulu apporter à la majorité le soutien qu'elle attendait. Amplifiant les scores du premier tour, le second tour des élections municipales représente un succès pour le Parti socialiste qui trouve à cette occasion la meilleure implantation locale de son histoire. Non seulement le résultat, déjà excellent, enregistré en 1989 a été conforté, mais de nouveaux succès souvent significatifs ont été enregistrés sur tout le territoire, dans les communes les plus importantes, comme dans les plus modestes. Premier parti de France, le Parti socialiste dirige à lui seul davantage de villes de plus de 100 000 habitants que l'ensemble des formations conservatrices. A Paris il casse le monopole de la "citadelle" chiraquienne en emportant six arrondissements. Au total, il gagne sur la droite 54 mairies de plus de 9 500 habitants soit un solde très nettement favorable à ses candidats.



Cette situation favorable nous confère une responsabilité politique.

L'importance du score de l'extrême droite, qui s'assure une implantation durable dans la vie politique française, est pour les socialistes un réel sujet d'inquiétude. Il devra être au cœur de leur réflexion dans les semaines à venir. Plus forts qu'ils ne l'ont jamais été dans les conseils municipaux de France, ils devront donc avoir pour première préoccupation la lutte contre l'exclusion sociale et la défense des valeurs républicaines. Ils devraient travailler, dans chaque ville, au rassemblement des démocrates pour faire barrage à l'intolérance de l'extrême droite et aux dangers dont elle est porteuse.

Communiqué du Bureau national du Parti Socialiste le 21 juin 1995

LES "CHAUSSON" CONTRE CHIRAC

Les salariés du constructeur automobile Chausson ont manifesté mercredi 21 juin à Paris. En effet, en dépit des promesses électorales de Jacques Chirac, le gouvernement a décidé la fermeture de l'usine de Creil : le réveil risque d'être douloureux pour tous ceux à qui J. Chirac a promis monts et merveilles ...

LE LOGEMENT TOUJOURS DANS LE ROUGE

Moins 1%, c'est la baisse des mises en chantier de logements qu'a connue la France durant les cinq premiers mois de 1995 par rapport à 1994. A l'heure où certains membres de la majorité à Paris bénéficient de logements de luxe, la crise du logement est loin d'être résolue.

DÉCEPTION

A quelques jours du sommet européen de Cannes, les grands travaux ne sont toujours pas mis en œuvre et la France, qui préside l'Union jusqu'à la fin juin, ne brille pas particulièrement par son activisme.

JUP-PÈRE-LA-RIGUEUR

Le choix du Premier ministre : la rigueur budgétaire. Contrat initiative- Emploi rogné (14 Mds), hausse de la TVA à partir d'août de 18,6 à 20 % et probable hausse des taxes sur le tabac, l'alcool et les produits pétroliers. Peut-on penser qu'une hausse des prélèvements sur la consommation sera favorable à la reprise économique ?

LE DOLLAR CONTRE L'EMPLOI

La question monétaire est au cœur des problèmes tant au niveau des échanges extérieurs que dans le domaine de l'emploi.

Il ne sera pas dit qu'en s'envolant pour le Canada Jacques Chirac a endossé les habits du Général et abandonné l'intendance à son Premier ministre. Elu pour venir à bout du chômage, il a tenu à rappeler, au moment où un certain doute semble s'emparer des esprits, qu'en traversant l'Atlantique l'emploi demeurait bien sa priorité. Le prochain sommet, dont l'organisation reviendra à la France, y sera donc consacré. Le président entend bien, devant ses homologues réunis à Lyon, y faire la preuve de la pertinence de sa politique en la matière.

Le lien monnaie-chômage

L'idée n'est pas vraiment nouvelle. A l'initiative du président Clinton, pareil exercice a eu lieu l'an dernier. Chacun y a exposé sa politique et est gentiment rentré chez soi. C'était, a-t-on dit, un premier contact. En réalité, il n'est nul besoin d'un G7 pour confronter les politiques d'emploi. L'OCDE y consacre régulièrement ses travaux et ses réunions ministérielles depuis des années. Avec le résultat que l'on sait. Ce qui serait nouveau, serait que le G7 ne se contente pas de se pencher sur les politiques d'emploi, mais s'interroge sur le lien entre monnaie et chômage.

La question apparaîtra certainement incongrue à beaucoup de responsables. Dans un système de changes flottants, le marché n'est-il pas supposé pourvoir à tout et fixer la "bonne" parité ainsi que le niveau de chômage à l'optimum économique ?

Si le chômage est plus élevé, il faut, nous dit-on, en chercher les raisons dans les blocages structurels, notamment l'existence du smic et de la protection sociale, non dans la monnaie. On connaît la musique libérale. Oui, mais la théorie dit aussi que les changes flottants permettent aux parités monétaires de s'ajuster "spontanément" de façon à équilibrer les balances des paiements. Malheureusement, depuis un quart de siècle que les changes flottants prévalent, les déséquilibres ont été en se creusant. Les pays du G7 se sont révélés impuissants à obtenir du gouvernement américain qu'il prenne les mesures nécessaires pour y remédier. Pire, les changes flottants lui ont toujours servi d'excuse pour ne rien faire. C'est pas moi, c'est le marché ! Ce que les experts du président Nixon avait appelé la politique de la "douce négligence". En se désintéressant du dollar, ou plus exactement en le laissant croire, les Américains exportent depuis deux décennies leurs déséquilibres vers leurs partenaires. Ce fut d'abord l'inflation, puis ensuite le chômage. Ils réclament l'ouverture des marchés, mais pratiquent le protectionnisme monétaire.

Bill Clinton pourra répondre que si la Bundesbank n'avait pas mené une politique de taux d'intérêt élevés, l'Europe se porterait mieux et ne connaîtrait pas un haut niveau de chômage. Le Japon, qui a toujours maintenu ses taux à des niveaux très bas, n'a pratiquement pas de chômage. La remarque n'est pas infondée. Elle montre aussi que la politique monétaire n'est pas sans cause sur la situation de l'emploi. Mais suffit-il de changer de président en France pour que les ministres des Finances discutent subitement de ce dont ils ne veulent pas débattre, considérant qu'il n'y a pas, à leurs yeux, objet à débat ?

Le mauvais fonctionnement du marché du travail vous dit-on ! Et comme la nouvelle politique de l'emploi du gouvernement Juppé a pour objet d'y remédier, et que Jacques Chirac ne doute pas de son succès, si le chômage n'a pas réellement baissé d'ici là, comme on peut le craindre, que restera-t-il ? Sinon mettre en cause la politique monétaire ? Plutôt que de perdre un an, mieux vaudrait s'y atteler dès maintenant. Et refuser de parler commerce avec les Américains tant qu'ils ne parleront pas dollar.

André Gauron

ZOOM

POLITIQUE CONTRACTUELLE

Le nombre d'accords d'entreprise a grimpé de 14 % en 1994 contre -4 % en 1993. Anesthésiée pendant deux ans par la crise économique, la politique contractuelle a retrouvé en 1994 une vigueur nouvelle. Reste que la majorité des négociations concerne davantage des plans de sauvegarde d'emplois que des hausses de salaires, preuve de la précarité des situations en entreprise. Les hausses de salaires accordées ne sont ainsi que de 1,8 % en 1994 contre 2 % en 1993, année déjà très restrictive.

SOMMET D'HALIFAX

QUAND UN SOMMET ACCOUCHE D'UNE SOURIS

Les sommets du G7, c'est bien connu, ne sont pas faits pour prendre des décisions. Initiés en 1976, ils sont avant tout un forum de consultations entre les sept pays les plus industrialisés*. De ce point de vue le sommet d'Halifax n'a pas dérogé à la règle.

La seule décision qui a été prise concerne la création, sous la férule du Fonds monétaire international d'un système d'alerte avancée, destiné à prévenir les crises financières les plus aiguës du type de celle qu'a traversé le Mexique à la fin de l'année 1994. Il s'agit pour l'essentiel d'un doublement (de 29 à 58 Mds de dollars) des ressources du FMI mobilisables pour un financement d'urgence, et de la mise en place d'une batterie d'indicateurs statistiques chargés de prendre le pouls, en temps réel, des différentes économies du globe.

Accord de bon sens en apparence, qui permettrait de lutter contre les excès des marchés. Mais une telle mesure transforme, en réalité, les économies nationales en objets de cotations boursières, les spéculateurs bénéficiant ainsi gratuitement d'informations concernant l'état de santé des différents pays, et crée un vaste système d'assurance dont le but est de garantir les placements financiers occidentaux dans les pays en développement. A titre de précédent, l'aide américaine accordée au Mexique (40 Mds de dollars) était en fait destinée à rembourser les investisseurs américains victimes du krach boursier.

Pour le reste, l'encéphalogramme des 7 "grands économiques" reste désespérément plat : panne d'idée ou plutôt de volonté. Hormis les traditionnels vœux pieux, rien n'a été dit concernant la stabilisation des changes (c'est-à-dire la réduction des fluctuations de la valeur des monnaies les unes par rapport aux autres). Or il s'agit d'un problème majeur : d'un point de vue strictement monétaire tout d'abord, la baisse du dollar s'est accompagnée d'une hausse corrélative du mark qui a renforcé le désordre au sein du Système monétaire européen contribuant en partie à la hausse des taux d'intérêt en Europe, si dommageable pour l'investissement et la croissance.

D'un point de vue commercial ensuite, cette même baisse du dollar pénalise les exportations des partenaires des Etats-Unis. Pour la France, c'est le secteur aéronautique qui est particulièrement touché : l'activité aéronautique n'est équilibrée qu'avec un dollar à 6 F et une baisse de 0,10 F de la devise américaine entraîne une perte de 250 MF. A cet égard, rien non plus n'a été fait à propos du différend commercial opposant les Etats-Unis au Japon dans le secteur automobile, les Etats-Unis se réservant le droit d'appliquer des sanctions unilatérales, contre les règles de décisions communes censées animer le G7.

Ainsi le sommet d'Halifax a-t-il accouché d'une souris : une nouvelle séance de palabres, l'année prochaine en France ! Au grand dam d'un Chirac vilipendant le fonctionnement erratique des marchés financiers, mais incapable de faire des propositions concrètes. Comment aurait-il pu en être autrement quand les propositions les plus claires, formulées par Lionel Jospin -la taxe sur les mouvements de capitaux, par exemple-, n'avait été écoutée qu'avec mépris par le candidat de la droite ?

Frédéric Dépétris

**Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon.*

Des nuages annonciateurs de mauvaises nouvelles

Il fallait s'y attendre ! Les promesses du candidat Chirac sur le salaire maternel, puis la nomination de Colette Codaccioni, multisignataire de propositions de loi d'abrogation de l'IVG, ne présageaient pas grand-chose de bon pour les femmes.



C'est la loi d'amnistie, première mesure législative d'initiative gouvernementale, qui marque le coup d'envoi d'une offensive dont on peut craindre qu'elle soit plus générale.

De quoi s'agit-il ? La loi qui sera en discussion la semaine prochaine prévoit d'amnistier les auteurs de délits dont la peine est inférieure à 9 mois de prison avec sursis. Or le délit d'entrave à l'IVG qui, dans le texte initialement présenté au Parlement, ne figure pas dans la liste des infractions expressément retirées de l'amnistie, est un délit qui est puni de peine de prison de 3 à 9 mois dans la quasi-totalité des cas. En d'autres termes, les commandos anti-IVG qui sèment la terreur dans les centres d'IVG seraient allègrement amnistiés et un droit pourtant fondamental serait ainsi bafoué.

Le groupe socialiste à l'Assemblée a déposé un amendement visant à priver les commandos anti-IVG de l'amnistie, et le Parti socialiste, qui a bien sûr réagi immédiatement, appelle à un rassemblement le 27 juin avec de nombreuses organisations, le jour de la discussion à l'Assemblée. L'heure de la résistance a sonné.

Il est vrai qu'il y a belle lurette que la grande majorité des femmes s'est détournée de ces combats, voire endormie sur ses lauriers. Bien campées sur leurs acquis mais surtout préoccupées par la sauvegarde de leur emploi, quand elles en ont un, elles ont progressivement baissé la garde sur ce qui avait été reconnu de haute lutte comme un droit fondamental, le droit à la contraception et à l'avortement. Pourtant, depuis quelques années, ce droit a subi des revers. Sous la pression notamment de commandos anti-IVG, ou simplement en conséquence de coupes budgétaires dans les hôpitaux, des services ont fermé, le nombre de médecins pratiquant l'IVG est en déclin. Des départements entiers sont privés de centre d'IVG. Le Planning familial est démantelé faute de moyens. Il faut se rendre à l'évidence, il existe un vrai danger, celui de se retrouver à l'époque honnie des avortements clandestins et des trafics financiers qui en découlent, avec là aussi l'accroissement des inégalités sociales.

Mais quelle que soit la détermination avec laquelle nous devons désormais défendre le droit à la contraception et à l'IVG, notre vigilance va devoir s'étendre et se prolonger. Car les attaques contre l'IVG ne sont que la partie immergée de l'iceberg. Les attaques très actuelles contre les femmes ont en réalité toutes le même prétexte : le chômage. En période de crise et de chômage, la droite ressort son vieil arsenal idéologique et, après l'exclusion des immigrés et le thème de la préférence nationale, inéluctablement on a droit au retour de la femme au foyer. L'ordre moral joue à fond son rôle pour réhabiliter l'idée selon laquelle les femmes sont faites d'abord et avant tout pour avoir des enfants ! L'offensive contre l'IVG et la contraception est du même tonneau que celle en faveur du salaire maternel, dont l'objet est de remettre en cause une égalité déjà bien précaire devant le travail et les salaires.

Les intentions sont limpides et sans surprise. Les banderilles que plante la droite dans les droits des femmes ne sont pas qu'une digression visant à séduire l'électorat le plus radical.

Ce que préparent la remise en cause du droit à l'IVG, le salaire maternel et les gémissements natalistes c'est la mise à mort de l'égalité des sexes si difficilement acquise et encore si imparfaitement réalisée.

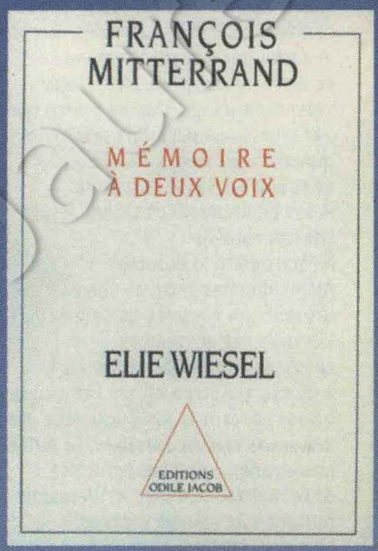
Isabelle Thomas
secrétaire nationale
à la Vie associative

Communiqué de soutien du parti socialiste au meeting de la CADAC

La remontée de l'ordre moral ne se borne pas à quelques actes isolés de petits groupes marginaux. En période de crise et de chômage, il est une manière de culpabiliser les femmes qui travaillent ou qui souhaitent travailler en leur ressortant la vieille image de la femme au foyer dont le rôle primordial est de faire des enfants.

La nomination de Mme Codaccioni au secrétariat d'Etat à la Solidarité entre les générations, l'amnistie au quantum des commandos anti-IVG, la promesse électorale du salaire parental sont autant de menaces pour les femmes. C'est pourquoi nous soutenons l'initiative de la CADAC et appelons, avec elle, au rassemblement du mardi 27 juin, jour de la discussion sur l'amnistie à l'Assemblée nationale, pour faire obstacle, tous ensemble, aux tentatives de remise en cause des droits des femmes.

FRANÇOIS MITTERRAND
ELIE WIESEL
"Mémoire à deux voix"



"Lorsque le mandat s'achève, que l'œuvre s'accomplit, et qu'avec l'âge l'horizon se rapproche, le besoin naît, souvent, de rassembler des pensées éparses et de confier à l'écriture le soin d'ordonner sa vie. Arrivé là où je suis, j'éprouve, moi aussi, maintenant, la nécessité de dire, en quelques mots trop longtemps contenus, ce qui m'importe. Tel est l'objet de ce livre. C'est pourquoi j'ai entrepris avec Elie Wiesel ce travail de mémoire."

François Mitterrand

Editions Odile Jacob. Prix 130 F

Nombre d'exemplaires ..... x 130 F
+ 15 F de frais de port par livre
Total = ... F
• retourner votre chèque à l'ordre de Cybelle à
"La boutique de Vendredi"
10, rue de Solferino,
75333 Paris cedex 07

EN MARGE DU SOMMET EUROPÉEN DE CANNES

RENCONTRE DES "LEAD

Valbonne : concert socialiste et européen

Les 24 et 25 juin les socialistes européens confrontent à Valbonne leurs espoirs, leurs expériences, leurs difficultés. Tony Blair, le travailliste anglais, et Philippe Busquin, le Belge, cherchent-ils à reprendre le débat sur l'Europe socialiste ? Rudolf Scharping, le social-démocrate allemand, et Antonio Guterres, le Portugais, attendent-ils un coup de pouce donné par leurs amis premiers ministres Ingvar Carisson le Suédois, et Felipe Gonzalez l'Espagnol ? Henri Emmanuelli et Lionel Jospin, chercheront-ils à «marquer à la culotte» Alain Juppé et Jacques Chirac présents au sommet de Cannes ? L'Europe est un combat. La crise fabrique des chômeurs à Dublin comme à Milan. Les pluies acides sautent le Rhin poussées par des vents transfrontaliers. La haine anti-arabe, spécialité française, et le racisme antiturc d'Allemagne puisent aux mêmes sources. La compétition technologique et commerciale asiatique et américaine bouscule entreprises anglaises et italiennes. La poussée à l'Est et au Sud des peuples mal nourris, et mal logés, perce toutes les frontières. Les guerres menacent aux portes de la Communauté, à Sarajevo et Alger. L'Europe est un défi accepté et revendiqué par les socialistes. Citoyenneté, emploi, grands travaux, mobilisations pour la paix en Bosnie, salaire minimum commun, solidarités avec les plus démunis, recherche, partenariats avec les pays pauvres, échanges de jeunes... Les chantiers sont urgents et exigeants. Les réponses de John Major et de Jacques Chirac privilégient le repli national et la liberté des capitaux. Les femmes et les hommes sont au cœur du projet européen défendu par Paavo Lipponen, socialiste et président finlandais. Les socialistes européens, du pôle Nord au détroit de Gibraltar, de la pointe du Raz à l'Oder, partagent les mêmes valeurs. Ils ont une expérience séculaire du dialogue international. Ils ont tous participé au gouvernement de leur pays. Attachés aux vertus de la coopération et de la paix, ils sont naturellement européens. Rien d'étonnant qu'ils aient renforcé leur concertation, bâti un parti commun, le Parti des socialistes européens, et fassent entendre leur petite musique.

Jean-Jacques Kourliandsky



Rudolf Scharping
SPD

Une Conférence des leaders socialistes est toujours un moment un peu exceptionnel. Même si nous nous retrouvons au moins deux fois par an, avant chaque Conseil européen réunissant chefs d'Etat et de gouvernements, nos réunions sont les moments forts qui rythment la vie du Parti des socialistes européens. Elles constituent des moments privilégiés où se retrouvent les responsables socialistes au plus haut niveau, juste avant que ne prennent des décisions importantes pour la vie de l'Union européenne ceux d'entre eux qui sont en situation de responsabilité gouvernementale. Aujourd'hui les socialistes sont présents dans les gouvernements de dix des quinze pays de l'Union, et cela leur donne des responsabilités particulières. Nous sommes heureux de nous réunir en France et nous regrettons tous que cette présidence française ne s'achève pas, comme elle l'a commencé, sous l'autorité d'un socialiste. Nous aimerions que François Mitterrand soit parmi nous. Nous lui devons tant, nous les socialistes européens, et il a tant à nous apprendre encore. Nous serons heureux d'accueillir, aux côtés du Premier secrétaire Henri Emmanuelli, Lionel Jospin, dont tous les socialistes européens ont suivi la très belle campagne électorale qui aurait tant mérité de s'achever par une victoire.

François Mitterrand, et Jacques Delors, ne participeront plus aux Conseils européens et cela nous oblige, nous socialistes européens, à redoubler d'efforts pour construire l'Europe que veulent nos citoyens : une Europe plus sociale et plus démocratique, une Europe solidaire et fraternelle. Nous nous y emploierons lors de notre conférence à l'ordre du jour de laquelle figure, bien entendu, les problèmes de l'emploi, en particulier dans leurs liens avec la sauvegarde de l'environnement, mais aussi dans la perspective de l'Union économique et monétaire. Nous insisterons, de nouveau, sur l'importance qu'il y a à mettre en œuvre, enfin, les propositions concrètes mises en avant par Jacques Delors dans le livre blanc qu'avait adopté la commission qu'il présidait.

Bien entendu, nous consacrerons une grande part de notre temps à préparer la Conférence intergouvernementale de 1996, qui sera décisive pour l'avenir de l'Union européenne.

Les leaders entendront Gérard Fuchs, qui a présidé le groupe de travail regroupant leurs représentants personnels, ainsi qu'Elizabeth Guigou qui représente le Parlement européen au sein du groupe de réflexion qui prépare la Conférence intergouvernementale.

Nous examinerons également les questions d'actualité.

Nous nous réjouissons de nous retrouver à Valbonne, non seulement en raison du charme de la région, mais aussi parce que cette commune est tournée vers les technologies d'avenir et parce que son maire, socialiste, a su garder la confiance de ses électeurs dans un environnement politique local malheureusement inquiétant pour les forces de progrès que nous symbolisons.

Massimo d'Alema
PDS

Il n'y a pas de véritable intégration européenne sans une dimension sociale. Si l'Union européenne veut parler aux citoyens, de manière crédible, il faut donner des réponses aux 20 millions de chômeurs, aux millions d'hommes et de femmes qui vivent un troisième âge pénible, aux jeunes inquiets face à l'avenir.

L'Europe ne peut pas être seulement un grand marché ; il faut qu'elle soit aussi une grande société basée sur la solidarité. le "Livre blanc" de Jacques Delors constitue une référence essentielle pour réaliser une Europe dans laquelle les notions d'efficacité, de modernité, d'emploi et de solidarité soient conjugués.

La Conférence intergouvernementale 96 devra atteindre trois objectifs :

• premièrement une réforme institutionnelle qui renforce l'autorité et la cohésion de l'Union, qui permette de progresser vers une vraie intégration économique, sociale et politique ;

• deuxièmement, décider d'un calendrier et d'un plan d'action pour l'élargissement, à partir de pays qui ont déjà le statut d'associés, et qui désirent -en respectant l'acquis communautaire- devenir membres à part entière de l'Union ;

• troisièmement prendre des décisions qui permettent de progresser dans le domaine de la PESC pour réaliser une politique qui ait une efficacité majeure face, par exemple, au conflit de l'ex-Yougoslavie.

L'Union économique et monétaire est un objectif essentiel et elle doit être réalisée avant la fin de ce siècle. Chaque pays qui veut participer doit poursuivre une politique économique et monétaire cohérente. Mais il faut aussi dire que la monnaie ne peut à elle seule être le moteur de l'Union européenne. Une monnaie unique veut dire aussi un système de taxation harmonisé, une politique commune pour les investissements, une stratégie communautaire pour l'emploi, une politique commerciale concertée.

Parce que la monnaie unique est essentielle, il est nécessaire, pour la réaliser, d'avoir un pouvoir politique et institutionnel européen fort.

L'Europe -et surtout l'Union européenne- doit jouer un rôle de paix, de solidarité pour un monde plus juste qui soit capable d'ouvrir de nouvelles perspectives aux pays et aux peuples moins favorisés. Cela signifie que l'Union européenne doit refuser toutes suggestions euro-autarciques et euro-centriques. Les pays de l'Europe centrale et orientale demandent d'entrer dans la famille européenne. Les pays de l'autre côté de la Méditerranée posent la nécessité d'une coopération qui devra résoudre des problèmes qui ne sont pas seulement internes aux pays, mais engagent entièrement les partenaires communautaires. La tragédie de l'Ex-Yougoslavie est là pour nous dire que la chute du mur de Berlin n'empêche pas que des nouvelles guerres et tragédies meurtrissent l'Europe.

Nous devons faire face à une nouvelle époque et notre objectif doit être d'entrer dans un nouveau siècle, en donnant aux peuples du monde entier un nouvel espoir de justice sociale.

ERS" SOCIALISTES

L'efficacité européenne

A la veille du Conseil européen de Cannes, le Parlement européen a défini ses attentes et chargé son président, le socialiste Klaus Hänsch, de présenter la résolution adoptée aux chefs d'Etat et de gouvernement.

La position ainsi votée le 13 juin porte clairement la marque du groupe socialiste au Parlement européen sur quatre points essentiels.

L'emploi

Le Parlement européen invite le Conseil européen à prendre enfin des décisions permettant de lancer les 14 grands travaux financés par emprunt, et de "mettre en œuvre les propositions contenues dans le livre blanc de Jacques Delors sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, qui n'ont pas encore été exploitées" pour soutenir une croissance économique durable. Deux observations :

Le refus de certains pays de financer de manière significative des investissements lourds bloque jusqu'ici le lancement des grands travaux. Jacques Chirac a récemment indiqué qu'il faudra diminuer le nombre de grands travaux retenus pour parvenir à un accord. Les socialistes européens n'accepteront pas un tel recul.

Les gouvernements prétendent mettre en œuvre le livre blanc de Jacques Delors. En réalité ils ont choisi les options minimums. Dans les moyens proposés, ils ont fait de la libéralisation et de la dérèglementation une fin en soi négligeant l'équilibre global proposé et le but recherché : une croissance économique durable c'est-à-dire créatrice d'emploi et respectueuse de l'environnement.

La politique étrangère et de sécurité

Les socialistes au Parlement européen, au-delà de la question bosniaque, demandent :

- Une plus grande priorité accordée aux relations entre l'Europe et les pays méditerranéens avec les moyens financiers adaptés. Les propositions existantes sont insuffisantes.
- Le renouvellement de l'aide aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) avec le maintien du niveau réel de l'aide mais aussi la prise en compte des besoins de ces pays.
- Une attitude ferme vis-à-vis de la Turquie avant l'application de l'Union douanière.

Le service public

A l'initiative des socialistes européens, le Parlement européen demande au Conseil européen de favoriser l'adoption d'une charte des services publics et de définir le "service universel".

La dérèglementation

Lors du Conseil européen de Bruxelles, en décembre dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement ont demandé à un groupe d'experts -que l'on a appelé "groupe Molitor", du nom de son président belge- un rapport sur la simplification législative et administrative du marché intérieur, en clair sur la poursuite de la dérèglementation.

Alors que le groupe parle évidemment du marché du travail, le gouvernement français n'a pas jugé utile, contrairement à d'autres gouvernements, d'y faire participer des syndicalistes. La résolution votée dénonce l'absence de consultation et demande l'interruption des travaux de ce groupe.

Enfin, au nom des socialistes français, Elisabeth Guigou a interpellé la Présidence française sur la préparation de la conférence qui doit réviser le traité de l'Union européenne l'année prochaine. "Je doute que l'on puisse vouloir une extension du vote à la majorité et dire que nous sommes d'accord avec les positions de M. Major ".

Sur cette question, il existe, reconnaissons-le, un débat au sein même du groupe des socialistes européens, en particulier avec les Britanniques. Ce sera sans doute un des points difficiles du Sommet des leaders du Parti socialiste européen. Le passage à la majorité est pourtant indispensable si l'on souhaite rendre son efficacité à l'Europe.

Sur tous ces points, les socialistes français jugeront les résultats du Conseil européen de Cannes au cours du débat qui aura lieu au Parlement européen dans sa session de juillet.

Pervenche Berès
député européen , secrétaire nationale à la Coopération et au Développement



Tony Blair
Labour Party

Dans certains domaines, nous ne devons pas trop escompter de la Conférence intergouvernementale de 1996. L'expérience de Maastricht n'a pas été populaire auprès des peuples d'Europe, comme l'a montré le processus de ratification des Etats membres. Les leaders politiques européens ne doivent pas être trop en pointe par rapport aux opinions publiques, comme certains ont tendance à le faire. En Grande-Bretagne, nous sommes confrontés au problème inverse d'un gouvernement conservateur divisé et négatif. Nous devons être ambitieux et attentifs à ne pas aborder l'avenir de l'Europe en seuls termes d'institutions et de structures. Au contraire, nous devons convaincre nos peuples de l'importance de l'Europe. Il est nécessaire pour nous de revenir aux principes fondateurs de l'Union européenne, d'exposer à nouveau leurs objectifs et idéaux, mais de les situer avec force dans le cadre de la réforme et de l'élargissement. Nous devons parler d'une Europe qui crée des emplois dans une économie compétitive en expansion et dans un cadre qui assure la protection sociale de ses travailleurs ; une Europe qui protège l'environnement mondial et contribue à la paix dans le monde ; une Europe capable de s'élargir et d'accueillir les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est ; enfin, une Europe démocratique et responsable devant ses propres citoyens.

Toutes les propositions de réformes institutionnelles doivent être jugées par rapport à ces objectifs et non considérées comme des problèmes bureaucratiques du ressort de l'élite politique. Notre volonté d'être positifs par rapport à l'Europe ne signifie pas que nous acceptions qu'elle reste telle qu'elle est. Nous voulons une Europe nouvelle, revitalisée, une Europe pour le peuple.

Tout d'abord, un gouvernement travailliste mettrait un terme au rejet britannique du chapitre social. Nous donnerions au peuple britannique les mêmes droits que ceux dont jouissent les autres peuples et nous nous engagerions dans le progrès social pour tous les citoyens de l'Union. Il est aussi vital que les mesures économiques et la législation sociale marchent main dans la main pour s'attaquer au problème des 19 millions de chômeurs de l'Union. Enfin, nous souhaiterions poursuivre le travail déjà effectué en Europe pour faire de l'égalité entre les sexes une réalité. ▶

SAVOIR PLUS

DE L'UNION DES PARTIS AU PARTI DES SOCIALISTES EUROPÉENS

Dès le début des discussions qui devaient mener à la signature du Traité de Rome, les socialistes des pays concernés ont éprouvé le besoin de se concerter pour harmoniser leurs points de vues et leurs actions concernant leur participation à la construction européenne. Aussi ont-ils rapidement créé un «Bureau de liaison» au sein de l'Internationale socialiste.

Dans les années 70, la décision d'élire au suffrage universel direct le Parlement européen faisait obligation aux socialistes de la Communauté européenne de resserrer encore leurs liens. C'est ce qu'ils firent en créant l'"Union des Partis socialistes de la Communauté européenne", union dont chacun pouvait avoir une idée un peu différente puisque les Britanniques préféraient parler de «confédération» et les Allemands de «bund», mot qui évoque plutôt l'idée de fédération.

En devenant «Union européenne» la «Communauté économique» a voulu se faire plus politique, et le traité de Maastricht a constitué un pas vers une plus grand intégration des pays qui la composent.

Les socialistes européens se devaient d'en tirer les conséquences. Ils ont, après un rapport du Premier ministre néerlandais Win Kok, décidé de transformer leur organisation commune en «Parti des socialistes européens» (PSE), pour bien montrer cette volonté politique de travailler davantage ensemble sur tous les sujets communs.

Bien sûr, il ne faut pas comprendre le terme de «parti» au sens national du terme mais accepter une notion plus large, reconnue d'ailleurs dans un des articles du traité.

Le Parti des socialistes européens n'en est pas moins une véritable organisation au sein de laquelle, si la recherche du consensus reste la règle normale de fonctionnement, il est possible aujourd'hui de trancher par des votes, comme cela se passe au sein du Conseil, et pour les mêmes sujets.

Le Parti des socialistes européens regroupe les adhérents de 21 partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, membres à part entière, venant des 15 pays car il y a deux partis belges : un flamand et un francophone ; deux partis pour le Royaume-Uni : un pour la Grande-Bretagne, un pour l'Ulster ; trois pour l'Italie depuis que le Parti démocratique de la gauche -PDS ex-PCI- nous a rejoint, après les socialistes et les sociaux-démocrates.

Le PSE comprend également deux partis associés (Suisse et Islande) et onze partis observateurs, tous membres de l'Internationale socialiste, venant de pays ayant un accord d'association avec l'Union européenne, d'Europe centrale et orientale ou de la Méditerranée.

Après son élection au poste de président, au congrès de Barcelone en mars dernier, Rudolf Scharping, leader du SPD, a confié à son vice-président, le plus ancien et incontestablement parmi les plus actifs, Gérard Fuchs, une mission de réflexion sur l'avenir du PSE et les transformations à opérer pour le rendre mieux connu et surtout encore plus efficace.

Jean-François VALLIN
secrétaire général du PSE

RENCONTRE DES "LEADERS" SOCIALISTES

En ce qui concerne la monnaie unique, le Parti travailliste reconnaît qu'elle pourrait être très bénéfique pour l'industrie et les consommateurs. Mais les critères et l'agenda retenus par Maastricht posent des problèmes. La question clé est de définir les principes qui déterminent son adoption. Nous devons admettre la crainte que ce processus soit précipité en fonction d'un agenda décidé par les politiciens plutôt que sur des bases qui satisfont les besoins économiques du peuple. Indépendamment des critères purement financiers, il doit y avoir une réelle convergence économique et sociale, et même les ministres des Finances reconnaissent maintenant que 1997 est totalement irréaliste et que 1999 sera difficile à tenir.

Nous sommes opposés à toute évolution vers un "noyau dur" de 6 à 8 Etats qui prendraient de l'avance dans l'union monétaire. Le fait de laisser d'autres pays à l'extérieur de façon permanente minerait complètement le concept d'une union européenne. Néanmoins le Parti travailliste a clairement dit que le critère prépondérant doit être notre intérêt national.

Nous souhaitons participer pleinement à la mise en forme et à la progression vers l'union monétaire européenne, en en reconnaissant les bénéfices potentiels, tout en affirmant que l'appréciation finale doit être d'ordre économique.

D'anciennes grandes puissances comme la Grande-Bretagne et la France doivent reconnaître que leur influence importante sur les événements dans le monde ne peut être exercée de façon unilatérale.

L'Europe est le moyen pour nous de jouer un rôle au niveau mondial. L'entité européenne avec ses traditions démocratiques -en particulier les traditions de la social-démocratie adaptées à une époque nouvelle- peut mener le monde vers des solutions pacifiques et démocratiques aux conflits sociaux, économiques et militaires, et aider à affronter les défis de la pauvreté et de la destruction de l'environnement. S'agissant du commerce mondial, il ne s'agit pas d'ériger de nouvelles barrières en Europe mais de travailler à les faire disparaître dans d'autres parties du monde, particulièrement au Japon et en Extrême-Orient.

Nous devons agir ensemble plus souvent et de façon plus efficace, en utilisant davantage les plénipotentiaires de l'Union européenne sur des dossiers précis.

Nous devons davantage agir de façon collective, tant aux Nations unies et dans l'Otan que dans le cadre de l'Union européenne, et aussi bien dans nos relations avec l'Amérique, la Russie, le Japon et les pays du Tiers Monde que dans un effort uni sur ce continent.

Enrique Baron Crespo *PSOE*

Député du PSOE au Parlement européen Ex-président du Parlement européen



Pour les socialistes espagnols, la Conférence intergouvernementale de 1996 sera l'occasion d'aller plus loin dans le fonctionnement des institutions européennes. Il faut rendre possible l'élargissement et parachever les engagements que nous avons souscrits lors du traité de Maastricht. En ce qui concerne la citoyenneté, il faut réaliser l'union politique, économique et monétaire. Il y a plusieurs questions essentielles auxquelles nous devons répondre. Tout d'abord, réaffirmer la volonté politique de concrétiser l'union dans toutes ses dimensions -je songe particulièrement, en plus de l'union politique, à l'union économique, à la réaffirmation de la cohésion économique et sociale- et faire face à nos responsabilités dans plusieurs secteurs, en particulier dans les domaines de politique étrangère, de sécurité et de défense.

En ce qui concerne l'Europe sociale, il faut partir de l'accord -insatisfaisant- auquel on est parvenu lors du traité de Maastricht, accord qui a permis l'exclusion de la Grande-Bretagne. Il faut dire que l'élargissement qui vient d'avoir lieu renforce une philosophie commune, celle de développer une Europe à visage social. Il s'agit d'une priorité pour des pays comme la Suède, l'Autriche ou la Finlande. Nous devons être capable de transformer, d'adapter à un nouveau contexte le "welfare state", sans quoi nous serons incapable de le sauver. Il faut donc maintenir ce principe essentiel dans une situation où l'Europe a fondamentalement besoin de créer de l'emploi tout en restant compétitive face aux autres blocs mondiaux. Par conséquent, il est nécessaire de développer l'Europe sociale, tant au niveau du dialogue entre les partenaires sociaux que de la flexibilité du système, tout en respectant les principes essentiels qui définissent l'Europe sociale.

L'union économique et monétaire est un engagement que nous avons souscrit et qui doit nous conduire, à terme, à une monnaie unique. Il est donc évident qu'il faut suivre ces critères de bonne gestion que sont les critères de convergence. Même s'il ne faut pas tout leur sacrifier, il faut reconnaître que pour créer des emplois, les critères de politique économique à suivre se rapprochent très étroitement de ceux qui ont été définis. Il ne faut pas oublier que l'inflation porte préjudice surtout à ceux qui ont des revenus fixes, c'est-à-dire aux salariés. Par conséquent, proposer d'éviter que l'argent ne soit trop cher ou de ne pas dépasser une certaine limite d'endettement sont des critères de bonne gestion. Bien sûr, la création d'emploi est une question prioritaire -et c'est le cas pour les socialistes espagnols-; elle doit être encouragée autant que possible. Il faut dire que plus une économie est stable et plus elle a la capacité de créer des emplois, ce qui se vérifie au sein de notre Union européenne.

L'Europe, qui est déjà la première puissance commerciale et économique mondiale, doit dorénavant être capable de faire face à ses responsabilités non seulement économiques mais aussi politiques. Ceci veut dire tout d'abord que l'Union européenne est le seul pilier de stabilité sur le continent européen, ce qui suppose, ou exige de l'Union, une politique étrangère, de sécurité et de défense communes. En même temps, l'Union doit avoir une stratégie commune au sein des différentes organisations internationales, en commençant par l'Onu. Elle doit permettre à l'Europe de remplir sa mission : mettre fin aux conflits dans le monde et contribuer de façon substantielle au développement mondial -une responsabilité qui nous incombe tant pour des raisons historiques qu'au vu de la réalité actuelle- tout en respectant les équilibres essentiels et en faisant face à des défis tels que l'environnement qui touchent toute l'humanité.

LA CIG de 1996 : pour quoi faire ?

Alors que le compte à rebours de la Conférence intergouvernementale de 1996 est engagé -les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne vont en parler, à Cannes, lundi et mardi, les leaders socialistes, à Valbonne, juste avant - la première question qui vient à l'esprit est : pour quoi faire ? Pourquoi un nouveau Traité européen alors que l'encre du traité de Maastricht apparaît à peine sèche et sa mise en œuvre mal assurée ?

Répondre à cette question me semble en effet un préalable : ma conviction est entière que, si des explications claires et simples ne sont pas fournies à l'ensemble des citoyens, la catastrophe frôlée lors du référendum sur Maastricht deviendra réalité et le rejet d'une Europe vécue comme lointaine et technocratique l'emportera.

Quelles réponses alors ? En ces quelques lignes je me contenterai d'en évoquer trois.

La première concerne l'emploi. Aujourd'hui, la défense du Franc conduit à des politiques restrictives et à un accroissement du chômage. Mais une relance trop forte de la consommation conduirait à une dévaluation du Franc, à d'autres mesures restrictives et à un autre chômage. Ce cercle vicieux n'a qu'une issue : une coordination forte des politiques économiques des Quinze en accompagnement de la monnaie unique. Mais les instruments décisionnels pour assurer cette coordination n'existent pas aujourd'hui.

La deuxième réponse concerne la justice sociale. Oui, la gauche au gouvernement a laissé en France s'accroitre les inégalités. Oui, les revenus du travail sont aujourd'hui scandaleusement plus imposés que les revenus du capital. Oui, il faut par conséquent taxer davantage ces derniers. Mais une telle décision au niveau national n'a plus de sens. Et la prendre au niveau européen n'est pas aujourd'hui possible à cause de la règle de l'unanimité.

Enfin, la paix. Lorsque les Etats-Unis ont décidé de faire la guerre à l'Irak, les Européens ont suivi un par un et n'ont pas pesé sur le cours des événements. Lorsque les Etats-Unis ont décidé de ne pas risquer un homme à terre en Bosnie, les Européens sont restés paralysés un par un et, là encore, les événements nous échappent. Je n'imagine pas qu'on décide demain d'une opération militaire à la majorité des quinze Etats actuels de l'Union. Mais n'importe quelle politique étrangère décidée à une majorité qualifiée aurait été meilleure que notre impuissance et notre lâcheté actuelles.

Alors oui, ou bien on se satisfait de l'internationalisation du monde telle qu'elle se développe, ou bien, pour l'emploi, pour la justice, pour la paix, il faut que la France inscrive son action dans une Union européenne capable de se doter de véritables politiques communes. Si les socialistes européens sont capable, de faire passer le message à l'opinion, alors nous aurons fait plus de la moitié du chemin.

Le reste, en effet, n'est plus que technique. Chacun peut comprendre que, pour décider, la majorité vaut mieux que l'unanimité. Que là où l'on décide à la majorité, seul le Parlement européen peut assurer le contrôle démocratique indispensable. Et si l'on veut que le qualificatif de démocratique soit mérité, mieux vaut que les procédures actuelles soient à la fois plus simples et plus transparentes...

Il restera à fixer le poids des votes de chacun et le niveau des majorités superqualifiées pour les problèmes les plus délicats : je ne suis pas inquiet, il restera toujours du travail pour les diplomates.

Mais notre travail de politiques est essentiel : expliquer le pourquoi du nouveau pas nécessaire et faire que les discussions soient conduites avec assez de publicité pour que chacune et chacun se sente concerné. L'Europe qui sortira de la Conférence inter-gouvernementale de 1996 sera une Europe des citoyens ou ne sera pas. Le rôle du Parti des socialistes européens, dans cette affaire, sera déterminant.

Gérard FUCHS

Télé Médias

UNE SOCIÉTÉ DE COPIE

Cela a commencé avec Claude Vega, Jacques Martin, Thierry Le Luron, artisans pour cabaret de l'imitation. Puis ce fut la déferlante. On s'est avisé que les imitateurs étaient des locomotives à audimat. Les chaînes se les arrachent désormais. La politique et le spectacle ne se jugent plus que par duplicateurs caricaturistes interposés : Sébastien première manière, le Bêbête-show, les "Guignols" phénomènes de société, Pascal Brunner à "Fa si la chanter"... Sans les imitateurs, "Rien à cirer" ne serait pas le phare d'Inter, sans Virginie Lemoine et Gerra à Studio Gabriel, Drucker serait "déchavannisé".

Ces amateurs à talent drôlatique sont matière à réflexion - dans tous les sens du terme. Nous sommes une civilisation de photocopie, de repro, de faux démultiplié. Dans le disque, cela a nom "compil", best-of, sous l'alibi de nostalgie, avec la radio du même nom. Pink Floyd est le musette des 20 ans. Dans la mode, c'est le compil des fifties, les clones des sixties, entre Woodstock et les années de Grâce (Kelly). A la télé, c'est Dim Dam Dom, Nounours et les séries "cultes" en rediffusions pâmées pour l'été. Arthur présente "Génération télé" la larme à l'œil. France-culture ressort à longueur d'année - tant mieux- d'antiques émissions ORTF. Notre temps de facsimilé et de commémomania parle d'Hommage, de Centenaires, de Mémoire, de Rétrospectives artistiques. Tout cela commerce à moindre prix -prix de copie- au détriment de la création vraie, et cela est symptomatique d'une époque qui ne peut trouver son originalité que dans son passé.

Tous arts confondus (cela peut se démontrer discipline par discipline), qu'a-t-on innové après 1920, au mieux 1950, hormis la technologie ? -mais elle ne remplace pas l'art et la pensée. Je vois dans nore petite ère multiplicatrice de récurrences une facilité fricandière à pomper les succès d'antan, histoire de masquer son incapacité à créer du nouveau qui ne soit pas bidon ou mode. Le souvenir est plus rentable et plus aisé que l'imagination.

Notre siècle finissant s'écartèle entre sa fuite en avant techno dans un futur peureux et un "jadis" recopié à tour de bras. L'image stérile présente aime à se mirer dans son glorieux double du passé. Schizophrénie, quand tu nous tiens ! Et tout çà à propos des imitateurs de télé...

Jean Vermorel

A VOIR AUSSI

Dimanche 25 ARTE - 19h
"PREMIERS COMIQUES", 10e et dernière émission. Ce qui a précédé Buster et Charlot. Désopilant, si l'on sait relativiser l'époque.

ARTE - 22h10
"LA GRANDE BOUFFE" de Ferreri, (Théma sur la cuisine), controversé, truculent ou écœurant, suivant les avis. Avant, entretien avec notre meilleur auteur-scénariste : J.-C. Carrière sur la bouffe et le sexe. Un régal.

TF1 - 20h45
"HATARI". Du grand Hawks en Afrique. Comme les éléphanteaux, fondez pour les yeux d'Elsa (Martinelli) et pour le vieux Wayne.

Mardi 27 TF1 - 20h45
BOXE : notre Laurent Boudouanis (champion d'Europe) doit battre le Belge Vungbo, et viser le Championnat du monde. Suspense pour les fanas. Pour les autres...

FR2 - 20h55
"LES CAVALIERS DE L'ORAGE". Vergez est un "bon". Avec Boulanger, il a concocté une saga familiale aux Dardanelles en pleine guerre de 14. Enthousiasme, générosité et chevaux.

Jeudi 29 FR2 - 20h55
"ENVOYÉ SPÉCIAL" de Paul Nahon. Deux reportages à enregistrer : "FEMMES COURAGE". Les Algériennes en lutte au quotidien. "L'ENFANT ET SON REVOLVER" : aux USA, 75 % des écoliers veulent un flingue pour se protéger. A méditer en frissonnant.

ARTE - 20h40
"LA CORSE". "Cette île étonnera l'Europe", disait Rousseau avant Napoléon. Un "Théma" non touristique. Ce n'est plus un département, sachez-le, c'est une région de Provence. Pour illustrer, l'inévitable "Colomba", mais par l'excellent Casta, style Buttes-Chaumont 1967.

Vendredi 30 ARTE - 23h10
"LES YEUX SANS VISAGE" de Franju. Le grand documentariste du Sang des bêtes, dans une fiction entre la poésie et l'horreur.

le mot des lecteurs

Interdire le Front national

L'attaque effarante de Jean-Marie Le Pen contre le chanteur Patrick Bruel qualifié dans une diatribe antisémite de «jeune chiot mal élevé et mal lavé», doit tous nous faire réfléchir sur la vraie nature du Front national et de ses dirigeants. Ces paroles insultantes sont nécessairement génératrices de haine. En effet, n'importe quel homme normalement constitué, insulté de cette manière-là, a envie de «voler dans les plumes» de son adversaire pour défendre son honneur. Le Front national, par son message de haine, deviendra très vite une menace pour l'ordre public. A partir de là, il faut se demander si un parti raciste et antisémite et dont les élus s'apprêtent à mettre en place des dispositions d'apartheid, contraire à la Constitution et à son préambule, ne se met pas hors la loi. Dès lors, c'est l'interdiction du Front national et l'invalidation des élections dans les communes gagnées par ce parti qui deviennent juridiquement justifiées. Les puristes du Parti socialiste devraient y réfléchir. Il faut faire interdire le Front national.

Gérard Bouquet
67-Strasbourg

Mots en liberté

Henri Emmanuelli, répondant à l'Assemblée nationale à Alain Juppé, a exposé la position du groupe socialiste à l'égard de la situation en Bosnie (Cf Vendredi du 9.6.95 - page 9). En tant que militant, on peut l'approuver ou non, encore qu'en tout état de cause, parler, comme il le fait, «d'isoler les belligérants les plus agressifs» me semble faire preuve d'un sens vraiment excessif du maniement de l'euphémisme. Pas d'euphémisme, en revanche, dans l'encadré publié en même page, signé MAJ (...) et intitulé «Matamore au Palais-Bourbon». Je ne sache pas que Vendredi ait jamais pris une position aussi... pacifiste devant la logique de guerre, lors de la guerre du Golfe alors qu'il ne s'agissait que du contrôle par l'Occident industrialisé des cours du pétrole (sous l'habillage de la défense du malheureux Koweit). Alors, pourquoi le fait de demander une intervention militaire en faveur des victimes de l'épuration ethnique et des massacres en Bosnie relèverait-il a priori d'un comportement de «matamore» ? Et pourquoi, quitte à critiquer cette position, le faire sur le ton de l'insulte vis-à-vis d'un homme qui a donné des preuves de son courage, y compris physique, sur le ton de la dérision, sur le ton enfin de la démagogie à l'évocation de nos «légionnaires et marsouins» investis sans réelle défense d'une mission impossible ? Il est des adversaires politiques, il est des positions politiques qui sont respectables. Toutes les formes de polémique ne le sont pas. Peut-être la sélectivité habituelle du «Mot des lecteurs» épargnera-t-elle celle-ci...

Jean-Simon Strauss
75-Paris

La religion du capital

Nous sommes assaillis depuis quelques semaines par une publicité omniprésente vantant les mérites de TAT, la compagnie aérienne anglaise qui se targue d'être la compagnie des lignes intérieures françaises. Et Air Inter alors ? Nous assistons à cette agressivité du capital anglo-saxon en France, qu'il soit anglais ou américain. La présence envahissante des Mc Donald sur le sol français est un autre témoignage de cet esprit de conquête économique, issu de la tradition libérale économique qui veut qu'aux Etats-Unis on laisse faire l'industrie automobile japonaise puisqu'elle participe à la même religion du capital. Souvenons-nous, à cet égard, des paroles du président Calvin Coolidge, toujours actuelles :«The business of America is business». Que ces gens fassent ce qu'ils veulent chez eux, on peut le déplorer mais c'est leur droit. Quand ils tentent d'imposer ce culte du profit en France, les Français ont le devoir de réagir. Ceci est d'autant plus inquiétant qu'avec une droite libérale qui détient tous les pouvoirs, surtout économiques, on peut craindre le pire avec l'encouragement des investissements étrangers et la réduction de l'emploi qui s'ensuit sans que l'Etat intervienne -car un Etat qui arbitrerait serait «totalitaire», «liberticide»...
Laissons cela aux socialistes, n'est-ce pas ? Que le meilleur gagne. L'argent n'a pas d'odeur. L'entreprise, chacun le sait, n'est pas là pour créer des emplois mais pour faire des profits. Qu'importe la manière !

Jean Leclerc
13-Marseille

COUP de CŒUR et de CROC

DUBILLARD, LE RETOUR.

Le théâtre de l'absurde, ce n'est pas seulement Ionesco et Beckett. Il y a un Français qui avait disparu depuis vingt ans : Dubillard Roland l'allumé, l'auteur de "Naïves hirondelles". Il revient au théâtre de la Bastille avec son rire d'une horrible logique, sa drôlerie du "pourquoi ?" de l'Absurdie, sa langue hilare délirante et décalée. Les saynètes de "Dedans notre maison", issues de ses fameux "Diablogues" sont dubillardement défendues par Maria Machado, une habituée de Dubillard qui met en scène lui-même son retour. "Les crabes", cruel apologue des crabes humains entre-dévoreurs. Le crabe est un loup pour l'homme... Un grand auteur absurde vivant.
"Dedans notre maison". "Les crabes". Théâtre de la Bastille, Tél : 43.57.42.14. Jusqu'au 30 juin.

L'AFFICHE MILITANTE

Rage sur papier, sauvagerie du trait, génie de l'invention, efficacité, générosité, c'est là qu'on trouve le meilleur des graphismes, pas dans la pub pour lessive. Cet engagement dessiné, vous le verrez pour quelques jours encore aux VIe "Rencontres internationales des arts graphiques" à Chaumont (Haute-Marne) (1). Tout le gratin affichiste militant et sans frontière (24 pays) y a rendez-vous. A remarquer les lèvres agrafées d'Algériennes ("Droit à la parole" de la lauréate Viviane Hennebie), les mains noires coupées par un pointillée (Nord-Sud), le "Le Pen-Hitler", mixage hallucinant rappelant Francis Bacon. Absence regrettable des affichistes du Tiers Monde et de l'Europe centrale.
(1) Festival d'affiches de Chaumont. Tél : (16) 25.03.86.80. Jusqu'au 25 juin.

KEPLER, LES EXCLUS ET LES LOUBARDS DE GATTI.

Le nouveau spectacle que l'inclassable septuagénaire Armand Gatti donne en juillet à côté de Strasbourg à la Laiterie (1) : "Kepler, le langage nécessaire" a deux particularités. C'est une mega-odyssée de la science depuis Kepler (deux fois 10 heures). C'est aussi une expérience extraordinaire bien dans sa manière : il a fait bosser 80, puis 40 exclus, SDF, toxicos, chomdus de longue durée, zonards et détenus de la prison de Strasbourg. Une réinsertion artistique réussie. Tous adorent cet anar en baskets et tee shirt noir travaillant en collaboration avec Hurstel, de l'Association Banlieues-Europe qui lutte pour "Art contre l'exclusion". Aventure exemplaire. Bravo, Gatti, cela va faire "cent mille soleils" à Strasbourg...
(1) La Laiterie, 10 rue de Hohwald, 67000 Strasbourg. Tél : (16) 88.75.10.05. Les 3-4 et 5-6 juillet.

LYON : LA FUITE DES CRÉATEURS.

On le sait, Lyon ne chouchoute pas ses artistes. Préférant les grands travaux, souvent de mauvais goût (voir le dôme de l'Opéra Nouvel), elle fait fuir ses meilleurs créateurs. La fuite continue, amplifiée par le futur immobilisme de Barre. Après Maréchal, Planchon, Martinelli, les musiciens s'y mettent. Comme le grand trompettiste Georges Touvron, Denis Dufour, compositeur renommé de musique de pointe, l'acousmatique, auteur de l'étonnante "Messe à l'usage des vieillards", le créateur de "Futura". Festival d'art acousmatique de Crest (Drôme), du 26 août au 3 septembre, s'exile à son tour. Perpignan l'accueille triomphalement.
Il semble que cela devient TSL. (Tout sauf Lyon) !

J.V

La politique des petits bouts

communiqué

Guinée Conakry

Après les manipulations électorales qui ont marqué la présidentielle de décembre 1993, la Guinée vient de vivre des élections législatives dont les résultats ne reflètent pas, aux yeux de nombreux observateurs internationaux, la réalité politique du pays. Le Parti socialiste partage ces doutes et ose croire que les recours engagés ne resteront pas lettre morte. Les pratiques attentatoires à la démocratie du régime du général Lansana Conté doivent, selon le Parti socialiste, interpeller les autorités françaises sur la nature et le niveau de la coopération de la France avec la Guinée.

Gérard Fuchs,
secrétaire national
aux Relations
internationales

Jacques Chirac candidat n'avait pas de mots assez durs pour fustiger la pensée unique. Au lendemain de son élection il appelait à une «révolution culturelle» en faveur de l'emploi. A l'occasion d'une récente conférence de presse, il n'hésitait pas à souligner une nouvelle fois, la gravité de la fracture sociale.

L'annonce du plan d'Alain Juppé ce jeudi inflige néanmoins un démenti sérieux à ces déclarations d'intentions, tant il est difficile de retrouver dans cette panoplie de mesures la moindre idée directrice et le début d'une cohérence. Plutôt que de mettre fortement l'accent sur une orientation et s'y tenir, le Premier ministre a préféré saupoudrer, émietter, diluer, quitte à prendre le double risque de la contradiction et de l'inefficacité. Comment concilier en effet le soutien de la demande symbolisée par le relèvement du smic, qui permet une distribution de pouvoir d'achat de l'ordre de 5 milliards de francs, et la hausse simultanée de la TVA, qui provoque une ponction sur les revenus des ménages de plus de 35 milliards ?

Comment comprendre la majoration exceptionnelle d'ISF limitée à 800 millions de francs, alors que dans le même temps sont accordés de nouveaux avantages fiscaux aux propriétaires immobiliers ?

Comment justifier l'attribution de nouveaux allègements de charges aux entreprises pour favoriser l'embauche de chômeurs et de jeunes, au moment précis où sont révélés de nouveaux plans sociaux qui vont se traduire par de nombreux licenciements ?

Des signes qui ont toute chance de s'annuler

Comment espérer la baisse des taux d'intérêt indispensable à la reprise de la consommation et de l'investissement alors que s'alourdit le déficit public pour 1995 (5,5% du PIB) et que les comptes de la Sécurité sociale restent structurellement déséquilibrés.

Autant de contradictions laissent penser que les signes envoyés par le gouvernement ont toute chance de s'annuler. Les ménages considéreront qu'ils sont une nouvelle fois les victimes principales des décisions fiscales du gouvernement et la consommation risque de rester aussi atone qu'aujourd'hui. Quant aux entreprises, elles encaisseront le bénéfice des allègements de charges tout en arguant de leur modestie financière (à peine 20 milliards de francs en année pleine) pour limiter les créations d'emplois attendues.

Enfin le Gouvernement d'Alain Juppé, en refusant d'exiger des contreparties en termes d'embauches, accepte qu'à travers le Contrat Initiative Emploi (CIE) ou le dispositif jeunes, des effets de substitution apparaissent au détriment de ceux qui ne sont ni jeunes, ni demandeurs d'emploi de plus d'un an. Les embauches qui auraient naturellement dû se faire s'effectueront sans les aides de l'Etat. Et certains salariés seront exclus du marché du travail pour permettre à d'autres d'y rentrer. Ainsi cette «politique des petits bouts» cumule donc l'inconvénient d'aggraver les inégalités en matière fiscale et de rester sans influence réelle sur la situation de l'emploi. Des efforts auront été demandés ... En vain.

François Hollande,
secrétaire national
aux Questions économiques

IVG : 20 ANS APRÈS

Comme l'a chanté à juste titre le poète "rien n'est jamais acquis à l'homme" mais il nous faut ajouter aujourd'hui : surtout lorsqu'il s'agit du droit des femmes...

En juin 1975, Il y a tout juste vingt ans, cinq mois après la date de promulgation de la loi Veil sur l'IVG (17 janvier), celle-ci n'était toujours pas appliquée dans de nombreux et importants établissements hospitaliers. C'était le cas notamment à Lyon.

Avec un groupe de militants de l'association "Choisir-Lyon-MLAC", nous avons alors décidé d'envahir très pacifiquement l'une des consultations de l'hôpital Edouard Herriot pour exiger des pouvoirs publics et des autorités hospitalières qu'elles se décident enfin à appliquer la loi. Cette initiative sereine, mais spectaculaire, porta ses fruits : peu de temps après fut ouvert le premier centre IVG aux Hospices civils de Lyon.

Vingt ans ont passé... Les opérations commandos ne se développent plus pour demander l'application de la loi mais pour s'y opposer ; elles n'ont pas pour objet de défendre la liberté des femmes, difficilement conquise, mais bien de frapper d'opprobre les femmes confrontées, toujours douloureusement, à une grossesse non désirée.

Serions-nous en train de dérouler le film à l'envers ? Tous les arguments, tous les points de vue, toutes les positions religieuses, philosophiques, concernant l'IVG ont été largement exprimés, échangés, débattus entre 1972, lors du procès de Bobigny, et 1974, année du vote de la loi à l'Assemblée nationale ; vote seulement acquis grâce à la totalité des parlementaires de gauche. C'est pourquoi il nous appartient de refuser la réouverture du débat.

L'application pleine et entière de la loi

Nous n'avons pas à justifier une nouvelle fois ce qui constitue aujourd'hui le droit acquis des femmes. L'heure est bien plutôt à l'application pleine et entière de la loi, qui nécessite d'ailleurs des moyens nouveaux à donner aux centres qui pratiquent l'IVG. L'heure est aussi à la considération que nous devons porter à leur personnel. L'heure est enfin aux poursuites pénales sans faiblesse contre tous ceux qui s'opposent -de façon souvent violente- à l'application de la loi Veil. Le terme de «délit d'entrave» tel que l'a fait reconnaître Véronique Neiertz, vigilante ministre du Droit des femmes sous le gouvernement de la gauche, est en effet approprié.

Toute faiblesse serait forcément ressentie comme un encouragement à la réédition d'actions commandos anti-IVG, toute faiblesse favoriserait le discours de ceux qui entendent assimiler l'avortement à un crime, ce qui se termine toujours par la perpétration d'autres crimes en représailles, à l'instar de ce qui s'est produit aux USA.

Vigilance, et entière solidarité avec les médecins

Les socialistes suivent les nombreux procès engagés avec beaucoup de vigilance. Ils expriment leur entière solidarité aux médecins, infirmiers et personnels qui concourent à la réalisation des IVG et accueillent avec beaucoup de dévouement les femmes en détresse. Ils s'élèveraient donc vigoureusement contre l'attitude du gouvernement si celui-ci persistait finalement dans son intention d'insérer dans le champ de l'amnistie les graves délits commis par les membres des "commandos anti-IVG".

Demain, de nombreux maires socialistes ou de gauche seront aussi les présidents des conseils d'administration des établissements hospitaliers de leurs communes respectives : chacun d'eux considérera comme prioritaire la pleine application de la loi dans l'hôpital. C'est sur ce terrain aussi qu'ils feront reculer le Front national, son idéologie et son rejet des autres.

Michel Debout, secrétaire national
aux Affaires sociales

Université d'été

31 août au 3 septembre 1995, La Rochelle

L'Université d'été du Parti socialiste revêt cette année une importance particulière. Des milliers de nouveaux adhérents, parmi lesquels beaucoup de jeunes, de femmes, d'animateurs de mouvements associatifs nous ont rejoint dans la foulée des élections présidentielles et municipales. Un immense besoin de débat, de clarification, de formation se fait jour :

- Quelle politique économique pour la gauche ?
- Préserver et développer les acquis sociaux.
- Quel Parti socialiste ?
- Paix et Développement : les propositions des socialistes.

C'est le "cœur de cible" même de notre orientation qui sera discuté du 31 août au 4 septembre, entre militants, élus, responsables nationaux, dans le cadre chaleureux du Centre des Congrès de La Rochelle. Comme en 1994, le Mouvement des Jeunes Socialistes, les Premiers secrétaires fédéraux, les Unions départementales des élus socialistes et Républicains seront associés à cette réflexion commune. Dimanche 4 septembre, Lionel Jospin et Henri Emmanuelli donneront le coup d'envoi de la rentrée politique des socialistes. Je souhaite que nous soyons particulièrement nombreux cette année à participer aux travaux de la Rochelle et à nous préparer ainsi à assumer lucidement et fermement notre rôle de principale force d'opposition au gouvernement de la droite.

Henri Weber
secrétaire national à la Formation et à l'Education

Programme

L'Université d'été sera consacrée à notre politique face à la droite.

D'ores et déjà, 4 thèmes ont été retenus :

- *Quelle politique économique pour la gauche ?*
- *Préserver et développer les acquis sociaux.*
- *Paix et développement : les propositions des socialistes.*
- *Quel Parti socialiste ?*

La réflexion s'organisera autour de tables rondes qui associeront dirigeants socialistes, élus et observateurs de la vie politique.

Parallèlement, le MJS débattra sur des thèmes d'actualité dont notamment :

- *Les banlieues.*
- *La réduction du temps de travail.*

Ces débats seront bien évidemment ouverts à tous les participants.

Le dimanche matin sera consacré à la rentrée politique.

Dans la mesure du possible, les fédérations sont invitées à aider financièrement les camarades qui souhaitent participer à l'Université d'été.

le site

La Rochelle est située au creux d'une baie s'ouvrant sur la mer des Perthuis, dans le département de la Charente-Maritime.

Cette ville où il fait bon vivre est facile d'accès, soit par le réseau routier, soit par la SNCF.

Pour accéder au Centre des Congrès et à la Résidence du Parc de la Francophonie (ARPAE), il faut suivre la direction du Port des Minimes.

Conditions d'inscription

Comme les années passées, nous serons logés à La Résidence du Parc de la Francophonie (ARPAE).

Cette résidence est conçue pour accueillir des stagiaires et est accessible aux personnes handicapées. Les logements sont équipés d'une kitchenette (la cuisine est possible mais il faut se munir de vaisselle), salle d'eau, WC, téléphone.

Le prix d'inscription est de 750 F et il comprend, outre les travaux de l'Université d'été, 4 repas et les 3 petits déjeuners. Le dîner du vendredi soir est libre.

Pour s'inscrire, il suffit de renvoyer le bon d'inscription ci-dessous accompagné de votre règlement comprenant l'inscription et l'hébergement (dont le prix indiqué comprend 3 nuits).

Attention, le nombre de logements est limité...

La date limite d'inscription est fixée au 15 août 1995. Aucune annulation ne sera remboursée après cette date.

Pour tout renseignement : tél. 45 56 77 34

INSCRIPTION À RETOURNER AVANT LE 15 AOUT 1995

Parti socialiste - Département Fédération-Formation -10, rue de Solferino - 75333 PARIS - CEDEX 07

NOM.....**Prénom** .....

Adresse .....

Age ..... **Profession**.....

Fédération de .....**Responsabilités fédérales** .....

Ci-joint chèque d'inscription : 750 F + Chèque d'hébergement ..... = _____ **F à l'ordre du P.S.**

❒ studio 3 nuits = 420 F - ❒ studio double 3 nuits = 450 F * - ❒ duplex 3 nuits = 480 F * - ❒ appartement 3 nuits = 570 F *

(* ces logements peuvent être partagés avec un autre stagiaire)

SUPERBES CARRÉS AZZARO
215 F



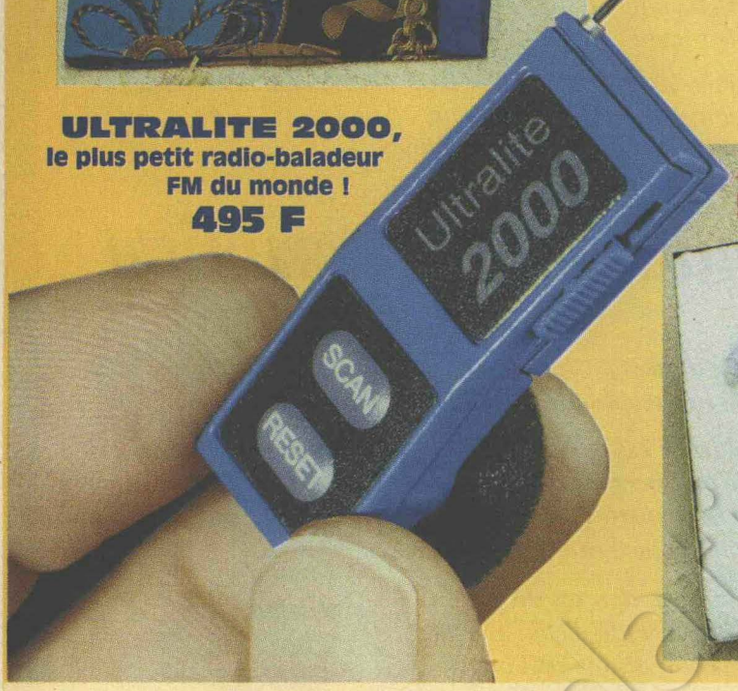
SACS DE VOYAGE CORTINA

329 F

435 F



ULTRALITE 2000,
le plus petit radio-baladeur FM du monde !
495 F



LA PARURE CERRUTI 1881
570 F



Désignation des articles	Qtés	Prix unitaire

Participation aux frais d'emballage et d'expédition : 28,50 F

Total F TTC :

Mode de règlement choisi (merci d'écrire en lettres "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal **(chèque à l'ordre de CYBELLE)**

☐ **Carte Bleue** ⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊

Expire fin ⌊⌊⌊⌊⌊ Signature

Nom : **Prénom :**

Adresse complète (indispensable pour livraison)

Ville : **Code postal :** **Tél. : (facultatif)**

Important : une facture acquittée sera jointe à votre colis.

LBDV15

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et rectification pour toute information vous concernant sur votre fichier.

NOTRE CONTRAT CONFIANCE

LIVRAISON RAPIDE :
votre commande est traitée le jour même de sa réception. Vous la recevrez 8 jours après, dans la plupart des cas. Dans la limite des stocks disponibles.

SATISFAIT OU REMBOURSÉ :
Si pour quelque raison que ce soit l'article ne répondait pas à votre attente, nous vous prions de bien vouloir nous le retourner dans son emballage d'origine dans les 15 jours qui suivent sa réception. Vous serez remboursé en totalité, nous en prenons l'engagement formel.

QUALITÉ GARANTIE :
C'est le premier critère que Vendredi prend en compte lors de sa sélection. Tous nos articles sont garantis au minimum 6 mois et bénéficient de la garantie de notre service après vente.

Bon de commande prioritaire

à retourner sous enveloppe affranchie avec votre règlement à :

La Boutique de **Vendredi**
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07

LES SACS DE VOYAGE CORTINA

sont en toile bleue imperméabilisée, très résistante.
Existe en deux versions :
une version week-end,
une version longues vacances.

- *Sac week-end (ref ValW) : dimensions 60 × 28 × 14 cm*

PRIX : 329 F

- *Sac de voyage (ref ValV) : dimensions 92 × 33 × 26 cms*

PRIX : 435 F

Pour elle et pour lui !

LA PARURE CERRUTI 1881 :

Deux serviettes de bain de grande qualité pour allier la beauté au prestige d'une grande marque.
Chaque serviette de cette magnifique parure mesure 50 × 100 cm.
Un cadeau à offrir ou à garder "égoïstement" dans sa valise.

PRIX : 570 F

ULTRALITE 2000,

Le plus petit radio-baladeur FM du monde !
Il existe, nous l'avons trouvé.
Ce radio-baladeur remarquable par sa taille, pas plus de 4 × 0,9 cm, offre une qualité de son irréprochable.
Nous avons craqué en le choisissant, car précieux comme un bijou dans son écrin, il devient vite complice de toutes vos plages de détente.

- *Touche digitale*
- *Coffret de rangement*
- *2 Antennes amovibles (locale et lointaine)*
- *1 clip pour oreille, amovible*
- *2 mini piles fournies*
- *Gamme de fréquences 88 MHz-108 MHz*

Garantie totale de 6 mois (boîtier couleur noir)

PRIX : 495 F

SUPERBES CARRÉS AZZARO

Nous avons choisi pour vous ce carré à porter en toutes circonstances.
Sa dimension (90 × 90 cm) en fait un accessoire idéal pour le frisson des promenades d'été.
Deux couleurs dominantes proposées :

- *Rouge réf fR*
- *Bleu réf fB*

PRIX : 215 F

Collection Jean Pierre

Je suis toute petite et mon image est parfaite, me voici grandeur nature, j'adore voyager !



Offre spéciale

PRIX 1190 F

Garanti un an

Mini téléviseur noir et blanc de marque TAMASHI

Alimentation secteur et 12 volts avec câble allume-cigare. (il fonctionne dans la voiture, la caravanne)

Regardez votre mini téléviseur dans la cuisine ou la salle de bain

- **Ecran de 14 cm, image 12,5 cm**
- **Réception VHF / UHF : 2-69 CH,**
- **Multistandard «L» ou «BG»**
- **Contrôle vertical de l'image (stabilité)**
- **Réglage contraste et luminosité**
- **Antenne télescopique**
- **Prise casque. Prise antenne extérieure**

LA BOUTIQUE DE Vendredi

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse complète (indispensable pour la livraison) : .....

.....

Ville : ..... Code postal : .....

Tel (indispensable) : .....

Mode de règlement choisi (merci d'écrire en lettres "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal **(chèque à l'ordre de CYBELLE)**

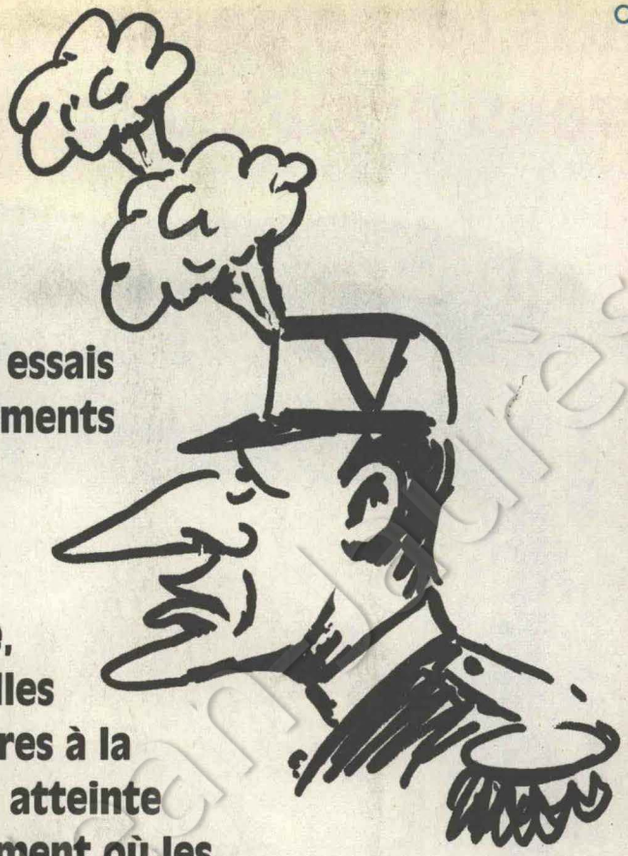
☐ **Carte Bleue** |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Expire fin |_|_|_|_| Signature

A retourner sous enveloppe affranchie à La Boutique de Vendredi. 10, rue de Solferino 75333 Paris CEDEX 07

© Fondation Jean-Jaurès

PÉTITION NATIONALE CONTRE LA REPRISE DES ESSAIS NUCLÉAIRES



Pour sa première grande décision politique, le nouveau président de la République, Jacques Chirac, a décidé, avec la reprise des essais nucléaires, de reprendre la course aux armements plutôt que de faire un geste de paix. Cette décision est inutile parce que la dissuasion française est crédible pour encore 20 ans. Cette décision est dangereuse car elle cache, en fait, la volonté d'expérimenter de nouvelles armes, dites "du champ de bataille", contraires à la doctrine de dissuasion. Cette décision porte atteinte au crédit de la France dans le monde au moment où les négociations sont engagées pour entériner la non-prolifération et l'interdiction des essais. Cette décision fait courir un risque à la paix au moment où des puissances nucléaires potentielles n'attendent qu'un signe pour se lancer dans la fabrication d'armements. Avec les socialistes, nous demandons son annulation.

Signez, faites signer cette pétition nationale.

Nom	Prénom	Adresse	Signature

A renvoyer au PARTI SOCIALISTE, 10, rue de Solferino, 75333 PARIS CEDEX 07

Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - distribuez

Coll. Fondation Jaurès